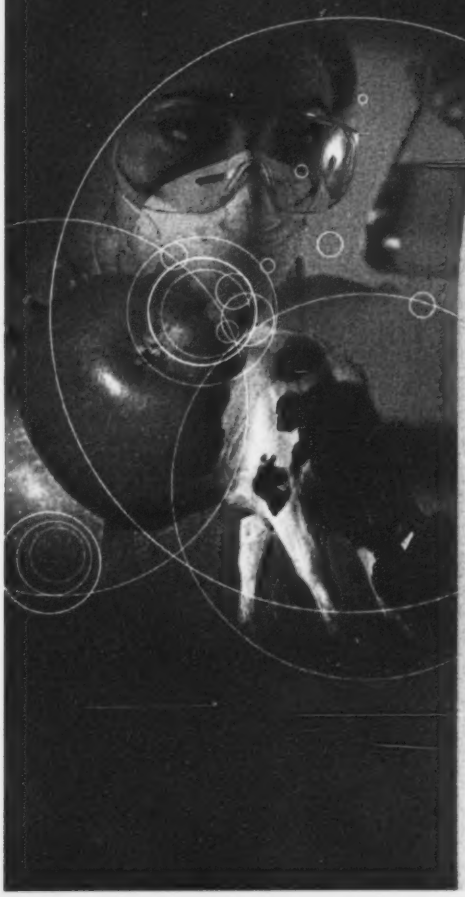
INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS



Bulletin statistique régional

Édition 2010

Montérégie

Québec

Équipe de rédaction :

Jean Berselli, Raymond Beullac, Danielle Bilodeau, Sophie Brehain, Pierre Cambon, Francine Chercuitte, Stéphane Crespo, Claude Fortier, Jean-François Fortin, Marc Gignac, Jean-Marc Kilolo-Malambwe, Jean-François Lachance, Pierre Lachance, Stéphane Ladouceur, Guillaume Marchand, Mario Ringuette, Martine St-Amour

Avec l'assistance technique de :

Marie-Ève Cantin, Fanny Desrochers, Hugo Leblanc, Amélie Martins

Révision linguistique :

Esther Frève, Nicole Descroisselles

Sous la coordination de :

Pierre Cambon, Stéphane Ladouceur

Sous la direction de :

Yrène Gagné

Nos coordonnées :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Ste-Foy, 3e étage
Québec (Québec), G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2411
Sans frais : 1-800-463-4090
Télécopieur : 418 643-4129
Courriel : regions@stat.gouv.qc.ca

Visitez notre site Web :

www.stat.gouv.qc.ca

Crédits de la page frontispice :

© iStockphoto.com / Amanda Rohde / Henk Badenhorst / Yuriy Poznukhov, photographes

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible	n	Nombre
...	N'ayant pas lieu de figurer	$	En dollars
–	Néant ou zéro	k	En milliers
—	Données infime	M	En millions
p	Donnée provisoire	G	En milliards
r	Donnée révisée	g	Gramme
e	Donnée estimée	kg	Kilogramme
F	Donnée peu fiable	t	Tonne métrique
x	Donnée confidentielle		

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4e trimestre 2010
ISSN 1712-2066 (version imprimée)
ISSN 1715-6971 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Décembre 2010

Table des matières

Territoire 2

Démographie 3

Marché du travail 8

Comptes économiques 10
- Produit intérieur brut 10
- Revenu personnel 12

Exportations 15

Industrie manufacturière 17

Investissements et permis de bâtir 19
- Investissements 19
- Permis de bâtir 20

Mines 22

Conditions de vie et bien-être 23

Éducation 26

Santé 27

Culture et communications 29

Concepts et définitions 30

Tableaux comparatifs 36

1. Territoire

par Guillaume Marchand, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

La région de la Montérégie couvre une superficie de 11 825 km². Elle est composée de quinze municipalités régionales de comté (MRC) et territoire équivalent (TE) : Acton, Beauharnois-Salaberry, Brome-Missisquoi, La Haute-Yamaska, La Vallée-du-Richelieu, Lajemmerais, Pierre-de-Sorel, Le Haut-Richelieu, Le Haut-Saint-Laurent, Les Jardins-de-Napierville, Les Maskoutains, Longueuil, Roussillon, Rouville et Vaudreuil-Soulanges, et regroupe 179 municipalités.

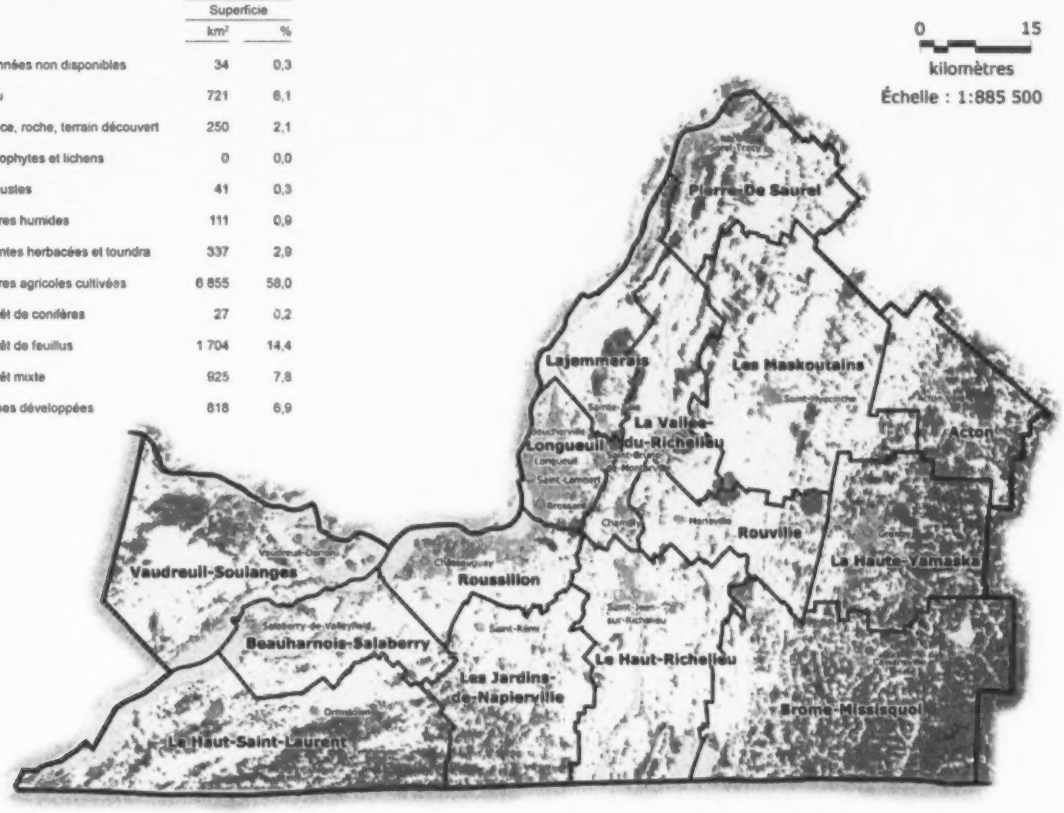
Avec une superficie en terre ferme de 11 103 km² (93,9 %) pour 1 428 475 habitants en 2009, la densité de population de la Montérégie est de 128,7 hab./km². Par contre, les zones développées couvrent une surface de 818 km² (6,9 %). Ainsi, la densité de la population par rapport aux zones développées est de 1 747 hab./km².

La couverture du sol[1] de la Montérégie est composée majoritairement de 6 855 km² de terres agricoles cultivées (58,0 %), de 1 704 km² de forêts de feuillus (14,4 %) et de 925 km² de forêts mixtes (7,8 %). Finalement, les terres humides s'étendent sur 111 km², ce qui représente 0,9 % de la région.

Pour favoriser la protection et le maintien de la diversité biologique, la Montérégie compte 451 km² (3,8 %) d'aires protégées.

Couverture du sol

	Superficie	
	km²	%
Données non disponibles	34	0,3
Eau	721	6,1
Glace, roche, terrain découvert	250	2,1
Bryophytes et lichens	0	0,0
Arbustes	41	0,3
Terres humides	111	0,9
Plantes herbacées et toundra	337	2,9
Terres agricoles cultivées	6 855	58,0
Forêt de conifères	27	0,2
Forêt de feuillus	1 704	14,4
Forêt mixte	925	7,8
Zones développées	818	6,9



Sources : GéoBase, circa 2000-vectorielle (CSC2000-V); ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

1. Compte tenu de l'arrondissement des données, il peut arriver que la somme des parties n'égale pas le total. Des informations supplémentaires sur les différentes catégories de couverture du sol sont également disponibles dans la section concepts et définitions.

2. Démographie

par Jean-François Lachance, Direction des statistiques sociodémographiques

La croissance de la population de la Montérégie a connu un élan important au début des années 2000 grâce à l'impulsion de la migration interrégionale, surtout en provenance de Montréal. Au cours des années récentes, cette croissance s'est maintenue, et ce, même si l'apport de la migration interrégionale a légèrement diminué. L'augmentation du nombre d'immigrants récents, déjà le plus important hors Montréal ainsi que celle du nombre de naissances ont contribué à la poursuite de la croissance.

Évolution de la population

Selon les estimations provisoires, la région de la Montérégie comptait 1 428 500 habitants au 1er juillet 2009, soit 18,2 % de la population du Québec. Elle arrive au deuxième rang des régions administratives pour ce qui est de la taille de sa population, entre Montréal et la Capitale-Nationale. À l'image des autres régions adjacentes à Montréal, elle a vu son poids démographique s'accroître : ce dernier était de 17,7 % en 1996.

On compte 399 300 habitants, soit 28 % de la population de la région, dans le TE de Longueuil. Suivent les MRC de Roussillon, de Vaudreuil-Soulanges, du Haut-Richelieu et de La Vallée-du-Richelieu, qui comptent toutes plus de 100 000 habitants et dont le poids varie entre 8 % et 12 %. Brome-Missisquoi, Rouville, Les Jardins-de-Napierville, Le Haut-Saint-Laurent et Acton ont une population de moins de 50 000 habitants. Avec ses 15 300 habitants, Acton est la MRC la moins populeuse et ne représente que 1 % de la population régionale.

Tableau 2.1

Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population régionale, MRC et TE de la Montérégie et ensemble du Québec, 1996-2009

	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[1]			Part	
	1996	2001	2006	2009p	1996-2001	2001-2006	2006-2009p	1996	2009p
	n				pour 1 000			%	
Brome-Missisquoi	46 581	47 019	46 945	47 293	1,9	– 0,3	2,5	3,6	3,3
La Haute-Yamaska	78 063	80 785	86 293	89 799	6,9	13,2	13,3	6,1	6,3
Acton	15 520	15 456	15 408	15 280	– 0,8	– 0,6	– 2,8	1,2	1,1
Pierre-De Saurel	52 926	50 980	50 134	50 296	– 7,5	– 3,3	1,1	4,1	3,5
Les Maskoutains	79 804	80 487	81 362	82 360	1,7	2,2	4,1	6,2	5,8
Rouville	30 564	30 554	31 700	33 800	– 0,1	7,4	21,4	2,4	2,4
Le Haut-Richelieu	98 938	102 791	109 943	113 246	7,6	13,4	9,9	7,7	7,9
La Vallée-du-Richelieu	94 915	98 105	107 950	112 868	6,6	19,1	14,8	7,4	7,9
Longueuil	376 732	379 337	388 826	399 279	1,4	4,9	8,8	29,4	28,0
Lajemmerais	61 945	65 370	70 630	71 441	10,8	15,5	3,8	4,8	5,0
Roussillon	141 543	149 395	161 151	168 647	10,8	15,1	15,2	11,0	11,8
Les Jardins-de-Napierville	23 268	23 278	24 396	25 439	0,1	9,4	14,0	1,8	1,8
Le Haut-Saint-Laurent	24 685	24 926	25 035	24 670	1,9	0,9	– 4,9	1,9	1,7
Beauharnois-Salaberry	60 576	60 294	61 164	61 757	– 0,9	2,9	3,2	4,7	4,3
Vaudreuil-Soulanges	96 738	104 417	122 089	132 300	15,3	31,2	26,8	7,5	9,3
Montérégie	**1 282 798**	**1 313 194**	**1 383 026**	**1 428 475**	**4,7**	**10,4**	**10,8**	**100,0**	**100,0**
Ensemble du Québec	**7 246 897**	**7 396 331**	**7 631 552**	**7 828 879**	**4,1**	**6,3**	**8,5**	...	...

Note : Selon la géographie et la dénomination au 1er juillet 2009.
1. Le taux d'accroissement est calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2010).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Selon les données les plus récentes, la population de la région a crû en moyenne à un rythme annuel de 10,8 pour mille entre 2006 et 2009. Le taux de croissance était plus modeste en 1996-2001 (4,7 pour mille) avant de s'apprécier en 2001-2006 pour atteindre 10,4 pour mille. Bien que vigoureuse, la croissance récente est moins élevée que celle des autres régions adjacentes à Montréal (Laval, Lanaudière et les Laurentides), où les taux d'accroissement annuels moyens dépassent les 15 pour mille.

Environ la moitié des MRC de la région ont connu une croissance supérieure à celle de l'ensemble du Québec au cours de la période 2006-2009. Vaudreuil-Soulanges affiche l'un des meilleurs taux de croissance parmi les MRC du Québec, à 26,8 pour mille. Rouville n'est pas loin derrière à 21,4 pour mille; les MRC de Roussillon, de La Vallée-du-Richelieu, des Jardins-de-Napierville et de La Haute-Yamaska font également bonne figure avec des taux d'accroissement s'échelonnant entre 13 et 16 pour mille. La plupart des autres MRC de la région ont enregistré une croissance plus modérée. Seules les MRC du Haut-Saint-Laurent (– 4,9 pour mille) et d'Acton (– 2,8 pour mille) ont vu leur population décroître entre 2006 et 2009.

Structure par âge

En 2009, la structure par âge de la Montérégie présente des écarts mineurs avec la moyenne québécoise. L'âge médian – qui sépare la population en deux groupes égaux – y est de 40,7 ans, comparativement à 41,1 ans pour l'ensemble du Québec. La part des jeunes de moins de 20 ans est de 23,7 %, tandis qu'elle est de 22,2 % à l'échelle québécoise. Les personnes âgées de 65 ans et plus (13,8 %), de même que les individus d'âge actif, les 20-64 ans (62,4 %), sont au contraire un peu moins nombreux, toutes proportions gardées, qu'à l'échelle québécoise (14,9 % et 62,8 %).

Tableau 2.2
Population par grand groupe d'âge et âge médian, MRC et TE de la Montérégie et ensemble du Québec, 2009[p]

	Groupe d'âge								Âge
	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus	médian
	n				%				
Brome-Missisquoi	47 293	10 149	28 675	8 469	100,0	21,5	60,6	17,9	45,3
La Haute-Yamaska	89 799	20 774	55 874	13 151	100,0	23,1	62,2	14,6	41,5
Acton	15 280	3 596	9 389	2 295	100,0	23,5	61,4	15,0	41,5
Pierre-De Saurel	50 296	9 257	31 434	9 605	100,0	18,4	62,5	19,1	47,2
Les Maskoutains	82 360	18 499	50 890	12 971	100,0	22,5	61,8	15,7	41,7
Rouville	33 800	8 128	21 308	4 364	100,0	24,0	63,0	12,9	39,6
Le Haut-Richelieu	113 246	26 914	70 635	15 697	100,0	23,8	62,4	13,9	40,3
La Vallée-du-Richelieu	112 868	29 529	70 440	12 899	100,0	26,2	62,4	11,4	38,5
Longueuil	399 279	87 416	251 530	60 333	100,0	21,9	63,0	15,1	41,9
Lajemmerais	71 441	19 704	45 476	6 261	100,0	27,6	63,7	8,8	37,4
Roussillon	168 647	44 843	104 537	19 267	100,0	26,6	62,0	11,4	38,4
Les Jardins-de-Napierville	25 439	6 373	15 647	3 419	100,0	25,1	61,5	13,4	39,8
Le Haut-Saint-Laurent	24 670	5 645	15 026	3 999	100,0	22,9	60,9	16,2	43,3
Beauharnois-Salaberry	61 757	12 951	37 803	11 003	100,0	21,0	61,2	17,8	44,2
Vaudreuil-Soulanges	132 300	35 283	83 079	13 938	100,0	26,7	62,8	10,5	38,3
Montérégie	**1 428 475**	**339 061**	**891 743**	**197 671**	**100,0**	**23,7**	**62,4**	**13,8**	**40,7**
Ensemble du Québec	**7 828 879**	**1 739 194**	**4 919 274**	**1 170 411**	**100,0**	**22,2**	**62,8**	**14,9**	**41,1**

Note : Population au 1er juillet.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2010).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

La MRC de Lajemmerais se démarque par une population relativement jeune. En 2009, la part des 65 ans et plus n'est que de 8,8 %, tandis que celle des jeunes de moins de 20 ans se situe à 27,6 %. L'âge médian de cette MRC (37,4 ans) est le moins élevé de la région. Dans Vaudreuil-Soulanges, Roussillon, La Vallée-du-Richelieu, Rouville et Les Jardins-de-Napierville, les aînés sont plus faiblement représentés que dans l'ensemble de la région, contrairement aux jeunes de moins de 20 ans qui le

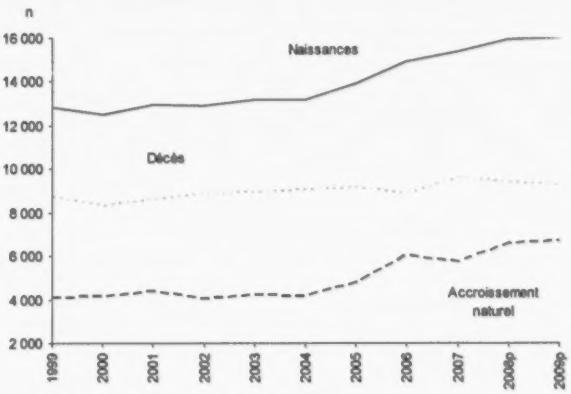
sont davantage. Ces cinq MRC ont un âge médian inférieur à 40 ans. À l'inverse, les MRC Le Haut-Saint-Laurent, Beauharnois-Salaberry, Brome-Missisquoi et Pierre-De Saurel sont plus âgées que la moyenne régionale. L'âge médian atteint jusqu'à 47,2 ans dans Pierre-De Saurel, la seule MRC où les 65 ans et plus (19,1 %) sont déjà plus nombreux que les moins de 20 ans (18,4 %).

Naissances, décès et accroissement naturel

Le nombre de naissances enregistrées en Montérégie est en hausse depuis cinq ans. Selon les données provisoires, 15 972 bébés sont nés dans la région en 2009, soit 21 % de plus que les 13 152 naissances de 2004. L'ensemble du Québec a connu une augmentation de 20 % au cours de cette période.

En Montérégie, cette hausse des naissances est attribuable à une augmentation du nombre de femmes en âge d'avoir des enfants (15-49 ans) et au fait que les femmes ont en moyenne un peu plus d'enfants depuis quelques années. L'indice synthétique de fécondité, qui mesure l'intensité de la fécondité d'une année donnée, est passé de 1,56 enfant par femme en 2004 à 1,78 en 2009. La région affiche une fécondité supérieure à la moyenne québécoise de 1,73 enfant par femme en 2009.

Figure 2.1
Naissances, décès et accroissement naturel, Montérégie, 1999-2009

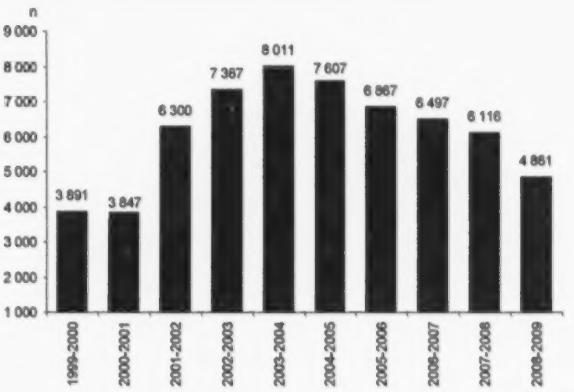


Source : Institut de la statistique du Québec.

En raison d'une population vieillissante, le nombre de décès est un peu plus élevé en 2009 qu'au début des années 2000, mais la hausse est de plus faible amplitude. En 2009, 9 273 décès sont survenus dans la région, une hausse de 3 % par rapport aux 9 033 de 2004. Comme l'augmentation du nombre de naissances a été beaucoup plus importante, l'accroissement naturel, soit l'excédent des naissances sur les décès, a pris de l'ampleur. Après s'être maintenu entre 4 000 et 4 400 individus de 1999 à 2004, il a progressé à environ 6 700 personnes en 2009, un sommet au cours des dix dernières années.

En 2009, du fait d'une population plus âgée, les décès surpassent légèrement les naissances dans la MRC de Pierre-De Saurel. L'accroissement naturel est de très faible ampleur dans Beauharnois-Salaberry, Le Haut-Saint-Laurent, Brome-Missisquoi et Acton (voir le tableau comparatif des MRC et TE à la fin du bulletin). À l'autre extrémité de l'échelle, le TE de Longueuil et la MRC de Vaudreuil-Soulanges ont vu leur population augmenter de plus d'un millier d'individus en 2009 uniquement grâce à l'accroissement naturel. Par rapport à la taille de sa population, c'est toutefois dans Lajemmerais que l'accroissement naturel contribue le plus fortement à la croissance démographique.

Figure 2.2
Solde migratoire interrégional, Montérégie, 1999-2000 à 2008-2009



Note : Les données de 2005-2006 à 2007-2008 ont été révisées.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

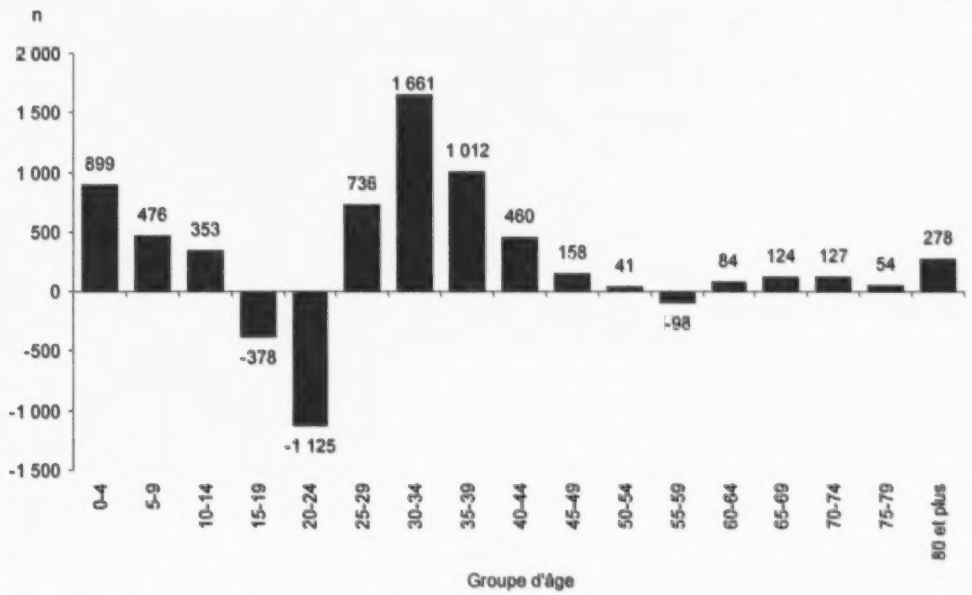
Migration interrégionale

Au cours des 10 dernières années, la Montérégie a été gagnante dans ses échanges migratoires avec les autres régions du Québec. De 2000-2001 à 2003-2004, les gains ont progres-

sé jusqu'à un sommet de plus de 8 000 individus. Le nombre d'entrants en provenance des autres régions, tout particulièrement Montréal, a toutefois diminué depuis ce temps, ce qui a sensiblement réduit les gains enregistrés par la Montérégie. Le solde migratoire de 2008-2009 se chiffre à 4 861 personnes.

La Montérégie présente le profil migratoire typique d'une banlieue d'un grand centre urbain. Les gains les plus importants, en termes absolus, se réalisent chez les 25-44 ans et chez les 0-14 ans, et compensent largement les pertes chez les 15-24 ans.

Figure 2.3
Solde migratoire interrégional selon le groupe d'âge, Montérégie, 2008-2009



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Le bilan migratoire de la Montérégie repose principalement sur la force d'attraction qu'elle exerce sur les résidants de Montréal, d'où venaient environ 60 % des entrants en 2008-2009. Montréal est aussi la première région de destination des individus qui quittent la Montérégie, mais les départs sont beaucoup moins nombreux que les arrivées. En 2008-2009, le déséquilibre des échanges a engendré un gain de 6 727 individus au profit de la Montérégie, un nombre appréciable mais inférieur au sommet de 9 226 personnes de 2003-2004. Les migrations impliquant la plupart des autres régions en 2008-2009 se sont soldées par des pertes. Les déficits les plus importants se réalisent au profit des régions voisines de l'Estrie (– 358) et du Centre-du-Québec (– 282) ou encore d'autres régions adjacentes à Montréal comme les Laurentides (– 331) et Lanaudière (– 312).

À l'échelle des MRC, la migration interne comprend les échanges avec l'ensemble des autres MRC, incluant celles faisant partie de la même région administrative. En 2008-2009, la plupart des MRC et TE de la région ont enregistré des gains à ce chapitre, exception faite de Lajemmerais, d'Acton, du Haut-Saint-Laurent, des Maskoutains et de Longueuil. Les MRC Brome-Missisquoi et Pierre-De Saurel affichent, quant à elles, un solde pratiquement nul (voir le tableau comparatif des MRC et TE à la fin du bulletin). Toutes proportions gardées, la contribution de la migration interne à la croissance démographique est plus importante dans la MRC de Rouville.

Tableau 2.3

Entrants, sortants et solde migratoire interrégional avec chacune des régions administratives, Montérégie, 2008-2009

	Solde	Entrants			Sortants		
		Rang	n	%	Rang	n	%
Bas-Saint-Laurent	– 62	12	454	1,3	12	516	1,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	84	9	642	1,8	11	558	1,8
Capitale-Nationale	– 254	7	1 346	3,7	6	1 599	5,1
Mauricie	– 186	8	698	1,9	8	884	2,8
Estrie	– 358	3	2 087	5,8	3	2 445	7,8
Montréal	6 727	1	21 642	59,7	1	14 915	47,6
Outaouais	– 163	11	560	1,5	10	724	2,3
Abitibi-Témiscamingue	96	13	326	0,9	14	230	0,7
Côte-Nord	10	15	233	0,6	15	223	0,7
Nord-du-Québec	– 1	16	52	0,1	16	53	0,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	– 110	14	265	0,7	13	375	1,2
Chaudière-Appalaches	– 159	10	591	1,6	9	750	2,4
Laval	163	5	1 602	4,4	7	1 439	4,6
Lanaudière	– 312	4	2 001	5,5	4	2 313	7,4
Laurentides	– 332	2	2 228	6,2	2	2 559	8,2
Montérégie	...	...	...	...	...	...	...
Centre-du-Québec	– 282	6	1 495	4,1	5	1 777	5,7
Total	**4 861**	...	**36 222**	**100,0**	...	**31 361**	**100,0**

Note : L'arrondissement des données peut amener un léger écart entre le total et la somme des régions.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Immigration internationale

La Montérégie arrive au deuxième rang des régions d'établissement des immigrants. En janvier 2009, 9,5 % des immigrants récents, admis au Québec entre 2003 et 2007, résidaient dans la région[1]. La région n'attire pas une aussi large part du contingent d'immigrants que Montréal (67,0 %), mais devance Laval (6,2 %) et la Capitale-Nationale (4,3 %) à ce chapitre. Au cours des dernières années, la Montérégie a amélioré sa capacité d'attraction relative. En janvier 2005, 8,5 % des nouveaux immigrants admis entre 1999 et 2003 résidaient dans la région. Du fait de la hausse des volumes d'immigrants au Québec, le nombre d'immigrants récents a augmenté considérablement, passant de 12 400 à 17 000 entre janvier 2005 et janvier 2009.

1. Les statistiques sur la présence des immigrants au Québec selon l'année d'admission et la région de résidence sont compilées par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC). Les statistiques reprises ici n'ont pas été mises à jour par rapport à l'édition 2009 des bulletins statistiques régionaux, car le MICC n'avait pas encore diffusé de nouvelles données au moment de rédiger l'édition 2010. Les statistiques peuvent être consultées pour les autres régions du Québec dans : Institut de la statistique du Québec, *Panorama des régions du Québec. Édition 2010*. [En ligne :] http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/regions/PDF/panorama2010.pdf.

3. Marché du travail

Indicateurs de l'emploi et du chômage

par Jean-Marc Kilolo-Malambwe, Direction des statistiques du travail et de la rémunération

En dépit du ralentissement économique, la Montérégie connaît une création nette de 4 800 emplois en 2009, ce qui représente une croissance de 0,7 %. Ainsi, l'emploi s'élève à 722 700, ce qui représente 18,8 % de l'emploi au Québec. Le taux d'emploi recule de 0,6 point en 2009, la hausse de la population en âge de travailler (+ 1,7 %) étant supérieure à celle de l'emploi. La Montérégie se classe ainsi au troisième rang des régions administratives en ce qui a trait au taux d'emploi; elle partage cette position avec la Capitale-Nationale et Lanaudière.

La hausse de l'emploi profite exclusivement aux 30 ans et plus (+ 11 900) et aux hommes (+ 7 100), tandis que les 15-29 ans et les femmes en perdent. Tous les gains nets d'emplois se retrouvent dans le secteur des services (+ 7 600), celui des biens subissant un recul de 2 700.

En 2009, tant l'emploi à temps plein (+ 3 000) que celui à temps partiel (+ 1 800) progressent. Par ailleurs, la part de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total de la région demeure relativement stable, à 17,7 %.

Pour une deuxième année consécutive, le taux de chômage de la Montérégie augmente de 1,0 point en 2009, puisque la hausse de l'emploi est inférieure à celle de la population active (+ 1,8 %). Le nombre de chômeurs croît de 8 800.

Tableau 3.1
Caractéristiques du marché du travail, Montérégie, 2005-2009

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Population active	k	730,7	750,6	755,5	768,6	782,3
Emploi	k	680,0	695,5	709,4	717,9	722,7
Selon le régime						
Emploi à temps plein	k	554,7	574,4	588,5	591,5	594,5
Emploi à temps partiel	k	125,3	121,1	120,9	126,4	128,2
Groupe d'âge						
15-29 ans	k	155,9	168,9	175,4	187,1	180,0
30 ans et plus	k	524,2	526,6	534,1	530,8	542,7
Sexe						
Hommes	k	364,1	374,6	373,6	373,4	380,5
Femmes	k	316,0	320,9	335,8	344,4	342,2
Secteur d'activités						
Secteur des biens	k	196,4	187,4	183,4	204,5	201,8
Secteur des services	k	483,7	508,0	526,1	513,4	521,0
Chômeurs	k	50,6	55,1	46,0	50,8	59,6
Taux d'activité	%	66,7	67,6	67,2	67,3	67,3
Taux de chômage	%	6,9	7,3	6,1	6,6	7,6
Taux d'emploi	%	62,1	62,7	63,1	62,8	62,2
Part de l'emploi à temps partiel	%	18,4	17,4	17,0	17,6	17,7

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Le taux d'activité de la Montérégie, le troisième plus élevé au Québec, reste stable en 2009. Ceci résulte du fait que la population active et la population en âge de travailler croissent au même rythme.

Entre 2005 et 2009, l'emploi augmente de 42 700. Sur la période 1987-2009, la Montérégie connaît la plus forte croissance de l'emploi (+ 181 800) parmi les 17 régions du Québec. En 2009, elle demeure au deuxième rang en termes de nombre d'emplois, tout comme en 1987. La part de l'emploi de la région dans l'emploi total du Québec s'accroît de 0,9 point durant cette période.

Nombre et taux de travailleurs

par Francine Chercuitte, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

En 2009, la situation du marché du travail de la Montérégie évolue de façon contrastée. D'une part, les territoires supralocaux de Rouville (+ 3,3 %), de La Vallée-du-Richelieu (+ 2,5 %), de Vaudreuil-Soulanges (+ 2,1 %), Longueuil (+ 0,8 %), Lajemmerais (+ 0,8 %) et Roussillon (+ 0,8 %) se distinguent en affichant un taux de croissance du nombre de travailleurs de 25 à 64 ans supérieur à la moyenne québécoise (+ 0,5 %). D'autre part, Acton (– 2,3 %), Brome-Missisquoi (– 1,3 %), Pierre-De Saurel (– 0,7 %) et Les Maskoutains (– 0,6 %) subissent les plus fortes diminutions du nombre de travailleurs en regard de 2008.

Tableau 3.2
Nombre et taux des travailleurs de 25 à 64 ans, MRC et TE de la Montérégie, ensemble du Québec, 2008-2009

	Nombre			Taux		
	2008[p]	2009[p]	Var. (%) 09/08	2008[p]	2009[p]	Var. (%) 09/08
Brome-Missisquoi	18 827	18 577	– 1,3	72,0	71,2	– 0,8
La Haute-Yamaska	38 172	38 216	0,1	76,5	75,8	– 0,6
Acton	6 185	6 045	– 2,3	72,3	71,1	– 1,3
Pierre-De Saurel	19 551	19 423	– 0,7	67,7	67,5	– 0,1
Les Maskoutains	34 997	34 776	– 0,6	77,0	76,2	– 0,8
Rouville	14 918	15 412	3,3	79,6	80,4	0,8
Le Haut-Richelieu	48 146	48 253	0,2	76,1	75,8	– 0,3
La Vallée-du-Richelieu	52 231	53 522	2,5	82,2	83,0	0,8
Longueuil	165 632	167 002	0,8	74,0	74,1	0,0
Lajemmerais	34 098	34 355	0,8	83,5	83,1	– 0,4
Roussillon	72 781	73 327	0,8	78,3	77,5	– 0,8
Les Jardins-de-Napierville	11 575	11 553	– 0,2	81,1	82,0	0,9
Le Haut-Saint-Laurent	8 226	8 251	0,3	61,2	61,4	0,2
Beauharnois-Salaberry	23 615	23 572	– 0,2	69,8	69,5	– 0,3
Vaudreuil-Soulanges	60 863	62 132	2,1	81,2	81,6	0,4
Montérégie	**609 817**	**614 416**	**0,8**	**76,4**	**76,2**	**– 0,1**
Ensemble du Québec	**3 195 858**	**3 212 724**	**0,5**	**72,6**	**72,5**	**– 0,1**

Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère du Revenu du Québec.

En ce qui a trait au taux de travailleurs, la Montérégie connaît des disparités importantes entre ses territoires supralocaux. Plusieurs territoires affichent un taux de travailleurs parmi les vingt plus élevés du Québec, soit Lajemmerais (83,1 %), La Vallée-du-Richelieu (83,0 %), Les Jardins-de-Napierville (82,0 %), Vaudreuil-Soulanges (81,6 %), Rouville (80,4 %) et Roussillon (77,5 %). Par ailleurs, Brome-Missisquoi (71,2 %), Acton (71,1 %), Beauharnois-Salaberry (69,5 %), Pierre-De Saurel (67,5 %) et Le Haut-Saint-Laurent (61,4 %) présentent un taux de travailleur inférieur à la moyenne québécoise (72,5 %). Notons que Lajemmerais affiche un taux de travailleurs de 21,7 points de pourcentage supérieur à la MRC Le Haut-Saint-Laurent. Le recul du taux de travailleurs le plus important est attribué à la MRC d'Acton (– 1,3 point).

4. Comptes économiques

4.1 Produit intérieur brut

par Danielle Bilodeau, Direction des statistiques économiques et du développement durable

En 2008, le produit intérieur brut (PIB) aux prix de base en dollars courants s'élève à 43,7 G$ dans la région administrative de la Montérégie, ce qui constitue plus de 15 % du PIB du Québec. À cet égard, cette région se classe au deuxième rang parmi les régions administratives, après Montréal et devant la Capitale-Nationale.

La croissance économique de la région en 2008 présente un taux de 2,3 %, soit un rythme de croissance plus lent que celui du taux de croissance annuel moyen (TCAM) des quatre dernières années (+ 4,5 %). La région croît à peine plus rapidement en cette année 2008 qu'au Québec (+ 2,0 %). Au chapitre de la croissance économique en 2008, la région occupe le onzième rang parmi les 17 régions administratives. Elle vient après le Saguenay–Lac-Saint-Jean et devant le Centre-du-Québec.

Produit intérieur brut par industrie

Les industries des services ont une forte prépondérance dans l'économie de la Montérégie avec un PIB qui atteint 28,4 G$ en 2008, soit 64,9 % de son activité économique, bien que cette part soit moindre que celle qu'on enregistre à l'échelle du Québec (70,1 %). Cette diversification dans les industries des services amène une stabilité de la croissance dans la région. En 2008, ces industries (+ 3,7 %) expliquent la croissance observée dans la région, puisque les industries productrices de biens (– 0,3 %) mettent un frein à la leur. Au cours des quatre dernières années, le TCAM de ces deux secteurs est de 5,4 % et de 2,9 % respectivement.

Toutes les industries des services sont en expansion en 2008, à l'exception de celle des soins de santé et l'assistance sociale (– 1,3 %). Du côté des bases économiques de la région dans le secteur des services, le groupe de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 7,7 %) ainsi que l'industrie des autres services (+ 4,2 %) connaissent à nouveau une année de solide croissance, tandis que le commerce de gros (+ 1,9 %) s'essouffle. Le commerce de détail (+ 2,9 %) ralentit aussi son rythme de croissance. L'industrie de l'hébergement et des services de restauration croît de façon notable, de même que celle des services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement, et enregistrent toutes deux un taux de 5,6 %.

Avec un PIB de 15,4 G$, les industries productrices de biens occupent 35,1 % de l'économie régionale en 2008. La fabrication d'aliments (+ 7,6 %), une des principales bases économiques de la région, affiche une solide augmentation, et ce, une deuxième année d'affilée. Par contre, l'industrie de la fabrication de produits chimiques (– 5,7 %) ainsi que celle de la première transformation des métaux (– 8,6 %) régressent, et ce, pour une deuxième année de suite. L'industrie de la fabrication de produits métalliques (– 2,3 %) diminue, tandis que celle de matériel, d'appareils et de composants électriques s'élève de 2,5 % pour afficher un TCAM de 9,0 %. L'industrie de l'impression et des activités connexes de soutien fait un gain, pour une deuxième année consécutive, de 3,3 % en 2008. L'industrie de la fabrication de produits en plastique et en caoutchouc (– 7,4 %) évolue en dents de scie, tandis que celle de produits minéraux non métalliques (– 1,9 %) se replie après huit années de forte hausse. La fabrication de produits informatiques et électroniques (– 12,5 %) chute. La fabrication de machines se replie de 0,7 % et les activités diverses de fabrication (– 7,4 %) diminuent fortement. Les gains enregistrés dans certaines industries de la fabrication ne compensent pas les pertes subies dans certaines autres, de sorte que la fabrication décroît de 2,5 % en 2008. Au Québec, cette décrue se chiffre à 1,6 %. La fabrication croît annuellement en moyenne de 0,7 % au cours des quatre dernières années en Montérégie. En 2008, l'industrie des cultures agricoles et de l'élevage augmente de 2,3 %. La construction montre un taux de 3,5 % et un vigoureux TCAM de 9,0 %.

Depuis 2004, la part des industries productrices de biens a une tendance à la baisse en Montérégie. Ainsi, cette part, évaluée à 37,4 % de l'économie régionale en 2004, passe à 35,1 % en 2008. La région se comporte à l'instar du Québec dont la part des industries productrices de biens se situe à 31,9 % en 2004 et diminue à 29,9 % en 2008.

Tableau 4.1.1

Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base par industrie, Montérégie, 2007-2008

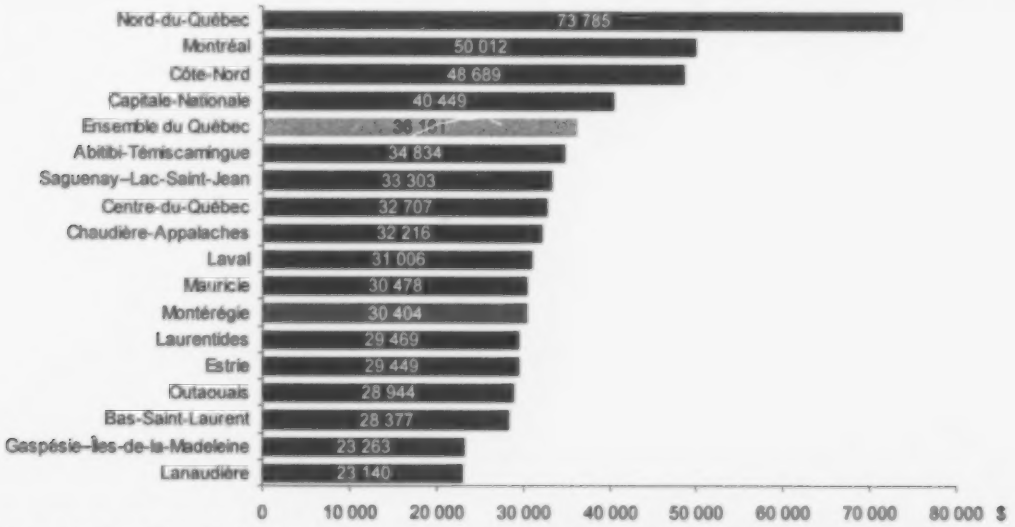
	2007r	2008p	Part de l'industrie en 2008	Variation annuelle moyenne 2008/2004	Variation 2008/2007
	k$			%	
Ensemble des industries	**42 775 012**	**43 743 868**	**100,0**	**4,5**	**2,3**
Secteur de production de biens	**15 417 372**	**15 373 623**	**35,1**	**2,9**	**– 0,3**
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 035 120	1 067 205	2,4	3,0	3,1
Cultures agricoles et élevage	932 724	954 346	2,2	3,6	2,3
Foresterie et exploitation forestière	27 559	30 741	0,1	– 6,3	11,5
Pêche, chasse et piégeage	X	X	...	...	...
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	X	X	...	...	...
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	86 725	98 754	0,2	8,3	13,9
Services publics	1 524 838	1 556 744	3,6	5,1	2,1
Construction	3 263 302	3 378 135	7,7	9,0	3,5
Fabrication	9 507 386	9 272 786	21,2	0,7	– 2,5
Fabrication d'aliments	1 177 018	1 266 832	2,9	3,1	7,6
Fabrication de boissons et de produits du tabac	X	X	...	...	...
Usines de textiles et de produits textiles	218 483	X	...	...	...
Fabrication de vêtements	X	X	...	...	...
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues	17 494	X	...	...	...
Fabrication de produits en bois	248 751	218 520	0,5	– 11,7	– 12,2
Fabrication du papier	265 913	251 557	0,6	6,2	– 5,4
Impression et activités connexes de soutien	296 938	306 808	0,7	– 2,4	3,3
Fabrication de produit du pétrole et du charbon	X	X	...	...	...
Fabrication de produits chimiques	868 538	818 608	1,9	– 1,6	– 5,7
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	10 666	522 145	1,2	0,6	– 7,4
Fabrication de produits minéraux non métalliques	346 278	339 643	0,8	4,5	– 1,9
Première transformation des métaux	1 475 568	1 348 781	3,1	0,6	– 8,6
Fabrication de produits métalliques	779 382	761 219	1,7	3,2	– 2,3
Fabrication de machines	496 360	492 968	1,1	4,0	– 0,7
Fabrication de produits informatiques et électroniques	273 897	239 627	0,5	– 3,4	– 12,5
Fabrication de matériel, appareils et composants électriques	290 699	298 106	0,7	9,0	2,5
Fabrication de matériel de transport	X	X	...	...	...
Fabrication de meubles et de produits connexes	277 520	258 694	0,6	– 1,3	– 6,8
Activités diverses de fabrication	210 091	194 592	0,4	– 5,1	– 7,4
Secteur des services	**27 357 640**	**28 370 265**	**64,9**	**5,4**	**3,7**
Commerce de gros	2 684 238	2 734 908	6,3	5,0	1,9
Commerce de détail	3 053 073	3 142 338	7,2	5,1	2,9
Transport et entreposage	1 657 154	1 698 503	3,9	4,9	2,5
Industrie de l'information et industrie culturelle	717 041	724 392	1,7	5,6	1,0
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	7 507 390	8 085 655	18,5	6,4	7,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 395 224	1 436 137	3,3	4,6	2,9
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	1 067 905	1 127 864	2,6	8,0	5,6
Services d'enseignement	2 065 074	2 075 407	4,7	3,6	0,5
Soins de santé et assistance sociale	3 016 371	2 977 290	6,8	5,3	– 1,3
Arts,spectacles et loisirs	401 560	416 160	1,0	1,3	3,6
Hébergement et services de restauration	873 034	921 617	2,1	5,8	5,6
Autres services, sauf les administrations publiques	1 180 552	1 230 033	2,8	5,3	4,2
Administrations publiques	1 739 023	1 799 962	4,1	5,5	3,5

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

Produit intérieur brut par habitant

Le PIB par habitant est un indicateur souvent utilisé pour faciliter les comparaisons entre les régions quant à l'importance de la production dans un territoire donné. À cet égard, la Montérégie figure au onzième rang parmi les 17 régions administratives du Québec en 2009. En effet, le PIB par habitant atteint 30 404 $, en diminution de 1,9 % par rapport à 2008. En Montérégie, de nombreux travailleurs doivent se déplacer à l'extérieur de la région pour travailler. Ils génèrent ainsi une production, mais non attribuable à leur région. Le PIB par habitant s'en trouve affaibli. De plus, une forte augmentation de la population est observable dans la région en 2009, ce qui, couplé à une baisse de sa production, induit la diminution de son PIB par habitant. Au Québec, le PIB par habitant s'élève à 36 161 $ en 2009, après une baisse de 1,4 %, résultat aussi d'un PIB qui diminue, quoique de moindre façon, et d'une population en hausse.

Figure 4.1.1
Produit intérieur brut par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

4.2 Revenu personnel

par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Après deux années de croissance, le revenu personnel par habitant de la Montérégie augmente légèrement de 0,4 % en 2009 pour s'établir à 35 164 $. Une baisse de 7,2 % des revenus de placement conjuguée avec une faible augmentation des revenus d'emploi (+ 0,4 %) expliquent le ralentissement. La chute des revenus de placement est la conséquence de la baisse des intérêts sur les dépôts bancaires et le faible rendement des caisses de retraite. Par ailleurs, le revenu personnel disponible par habitant, soit le revenu des particuliers soustrait des impôts directs et des cotisations sociales, croît de 2,1 % en 2009 pour atteindre 26 966 $. Cette augmentation est due à l'accroissement des revenus des entreprises individuelles et des transferts publics qui se sont accrus respectivement de 7,8 % en 2009. Néanmoins, la région de la Montérégie occupe le quatrième rang parmi les 17 régions administratives, devant la Côte-Nord (26 491 $) et derrière la Capitale-Nationale (27 429 $).

Les résidants de la Montérégie reçoivent, en moyenne, moins de transferts des administrations publiques (5 262 $) que ceux du Québec (5 674 $). Étant donné que sa population est relativement jeune, cette région reçoit moins en prestations de la Sécurité

de la vieillesse et de la Régie des rentes du Québec et davantage en prestations se rapportant aux enfants. Le taux de chômage de la Montérégie demeure en deçà de la moyenne québécoise même s'il a augmenté d'un point de pourcentage en 2009. Les résidants de la Montérégie ont moins eu recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale comparativement aux autres régions administratives, ce qui reflète un taux de chômage relativement bas.

Tableau 4.2.1

Revenu personnel et ses composantes par habitant, Montérégie et ensemble du Québec, 2008-2009

	Montérégie			Ensemble du Québec		
	2008r	2009p	Variation 09/08	2008r	2009p	Variation 09/08
	$/hab.		%	$/hab.		%
Revenu d'emploi	26 086	26 192	0,4	23 930	24 216	1,2
Revenu de placement	3 865	3 588	– 7,2	3 919	3 582	– 8,6
Transferts des administrations publiques	4 940	5 262	6,5	5 546	5 674	2,3
Autres sources de revenu	126	122	– 3,0	155	151	– 2,4
Revenu personnel	**35 017**	**35 164**	**0,4**	**33 550**	**33 623**	**0,2**
Moins :						
Impôts, cotisations et autres transferts	8 608	8 198	– 4,8	7 900	7 592	– 3,9
Égale :						
Revenu personnel disponible	**26 409**	**26 966**	**2,1**	**25 650**	**26 031**	**1,5**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux.

L'augmentation du revenu personnel disponible par habitant observée dans la Montérégie se reflète dans la majorité des territoires supralocaux. Parmi les MRC en croissance, seule Beauharnois-Salaberry (+ 1,1 %) enregistre une augmentation moins forte que celle du Québec (+ 1,5 %). Les MRC à proximité de Montréal présentent un revenu personnel disponible au-dessus de la moyenne québécoise. En effet, le revenu disponible des résidants de Vaudreuil-Soulanges et de Lajemmerais est supérieur à 28 000 $ et surpasse celui des autres MRC. D'ailleurs, les habitants de la Vallée-du-Richelieu détiennent le revenu personnel disponible (30 374 $) parmi les plus élevés du Québec. À l'opposé, quatre territoires voient le revenu personnel de ses résidants diminuer : Acton (– 3,4 %), Les Jardins-de-Napierville (– 0,5 %), Rouville (– 0,3 %) et Les Maskoutains (– 0,2 %). Les MRC d'Acton (20 254 $) et Le Haut-Saint-Laurent (20 251 $) ont les revenus disponibles les plus bas de la région et parmi les plus faibles du Québec. D'ailleurs, Acton a subi en 2009 les plus importantes chutes de revenu des entreprises individuelles (– 17,1 %), de revenu de placement (– 16,3 %) et de revenu des salariés (– 4,8 %) de la Montérégie.

Comparativement aux autres MRC de la Montérégie, les résidants de La Vallée-du-Richelieu, de Vaudreuil-Soulanges et de Lajemmerais reçoivent moins en transferts courants des administrations publiques, soit moins de 5 000 $ en moyenne. C'est Lajemmerais qui a observé la plus forte croissance (+ 10,0 %) des transferts publics en 2009. Au même titre que les territoires de Rouville et de Vaudreuil-Soulanges, ses prestations de la Sécurité de la vieillesse et de la Régie des rentes du Québec ont augmenté de plus de 7 % en regard de 2008. Par ailleurs, les territoires de la Montérégie dont les résidants perçoivent le plus en transferts publics, soit au-delà de 6 000 $, sont Le Haut-Saint-Laurent, Pierre-De Saurel, Acton, Beauharnois-Salaberry et Brome-Missisquoi. Les habitants d'Acton, de même que ceux de Rouville, ont davantage eu recours aux prestations d'aide sociale (+ 10,0 %) que ceux des autres MRC. Cependant, Acton a enregistré la plus faible progression (+ 22,6 %) des prestations d'assurance-emploi de la région, tandis qu'une hausse supérieure à 42 % est notée dans les MRC et TE du Haut-Richelieu, Longueuil et Rouville.

Tableau 4.2.2

Revenu personnel, revenu personnel disponible et transferts des administrations publiques par habitant, MRC et TE de la Montérégie et ensemble du Québec, 2008-2009

	Revenu personnel			Revenu personnel disponible			Transferts des administrations publiques		
	2008r	2009p	Var. 09/08	2008r	2009p	Var. 09/08	2008r	2009p	Var. 09/08
	$/hab		%	$/hab		%	$/hab		%
Brome-Missisquoi	30 280	30 787	1,7	23 474	24 176	3,0	5 677	6 071	6,9
La Haute-Yamaska	32 557	32 785	0,7	25 038	25 583	2,2	5 360	5 789	8,0
Acton	26 336	25 076	– 4,8	20 973	20 254	– 3,4	5 881	6 243	6,2
Pierre-De Saurel	30 594	30 637	0,1	23 454	23 984	2,3	5 951	6 371	7,1
Les Maskoutains	31 587	31 162	– 1,3	24 559	24 506	– 0,2	5 529	5 797	4,9
Rouville	32 850	32 340	– 1,6	25 159	25 078	– 0,3	4 903	5 241	6,9
Le Haut-Richelieu	31 996	32 102	0,3	24 387	24 857	1,9	5 148	5 487	6,6
La Vallée-du-Richelieu	40 165	40 227	0,2	29 883	30 374	1,6	4 361	4 672	7,1
Longueuil	37 560	37 925	1,0	28 031	28 834	2,9	4 801	5 127	6,8
Lajemmerais	39 132	39 306	0,4	28 808	29 616	2,8	3 875	4 261	10,0
Roussillon	34 473	34 658	0,5	25 837	26 425	2,3	4 799	5 061	5,5
Les Jardins-de-Napierville	31 885	31 431	– 1,4	24 849	24 724	– 0,5	5 034	5 295	5,2
Le Haut-Saint-Laurent	24 466	25 024	2,3	19 631	20 251	3,2	6 492	6 693	3,1
Beauharnois-Salaberry	29 264	29 129	– 0,5	22 551	22 802	1,1	5 894	6 183	4,9
Vaudreuil-Soulanges	38 127	38 244	0,3	28 363	28 967	2,1	4 252	4 561	7,3

Source : Institut de la statistique du Québec.

5. Exportations

par Pierre Lachance, Direction des statistiques économiques et du développement durable

Après quatre années consécutives de croissance entre 2001 et 2005, incluant une poussée de 16,9 % en 2004, la valeur des exportations internationales de biens de la Montérégie décroît en 2006 (– 7,7 %) et augmente de nouveau en 2007 (+ 3,8 %). Dans l'ensemble du Québec, les exportations régressent de 0,2 % en 2007. Sur les 70,8 G$ de marchandises exportées par le Québec en 2007 – dont 3,4 G$ ne peuvent être répartis régionalement – 12,9 G$ sont attribuables aux 1 629 établissements exportateurs de la Montérégie. La part relative de la région dans les exportations internationales de biens du Québec augmente jusqu'en 2005 (19,5 %), mais elle redescend à 17,5 % en 2006 et remonte à 18,2 % en 2007. Chaque année, la Montérégie se classe toujours au deuxième rang parmi les régions administratives du Québec, soit après Montréal, au chapitre des marchandises exportées vers d'autres pays.

Les États-Unis sont la principale destination des exportations de biens réalisés par la Montérégie. En 2007, les exportations vers ce pays se chiffrent à 9,3 G$, soit 72,3 % de la valeur totale des marchandises exportées. Plus précisément, la Côte-Est[1], le Centre-industriel[2] et le Midwest des États-Unis reçoivent respectivement 33,5 %, 15,0 % et 13,7 % de cette valeur totale. Par ailleurs, les exportations vers l'Europe progressent régulièrement entre 2001 (1,0 G$) et 2005 (1,3 G$) et, après un recul de 3,2 % en 2006, elles passent à 1,5 G$ (+ 17,3 %) et comptent pour 11,6 % de la valeur totale exportée en 2007. Entre 2002 et 2005, les exportations de biens de la région vers le Japon passent de 109,1 M$ à 465,8 M$ et, après un repli à 350,1 M$ en 2006 (– 24,8 %), elles s'élèvent à 373,3 M$ en 2007 et comptent pour 2,9 % de la valeur exportée. Enfin, les exportations de la Montérégie vers le Mexique sont pratiquement multipliées par 12 entre 2001 et 2007, soit de 19,0 M$ à 225,1 M$ (1,7 % du total).

Tableau 5.1

Valeur et proportion des marchandises exportées selon la destination, Montérégie, 2003-2007

	2003r	2004r	2005r	2006r	2007	TCAM[1] 2007/2003
			M$			%
Amérique du Sud[2]	60,3	65,0	89,4	86,3	106,3	15,2
Mexique	56,5	69,5	156,0	192,1	225,1	41,3
États-Unis	8 594,8	9 770,8	10 408,5	9 574,2	9 335,1	2,1
Japon	267,3	391,9	465,8	350,1	373,3	8,7
Union européenne[3]	1 057,3	1 168,4	1 319,2	1 276,9	1 497,9	9,1
Autres	538,7	897,6	1 018,2	947,0	1 366,7	26,2
Total	**10 574,9**	**12 363,1**	**13 457,2**	**12 426,6**	**12 904,5**	**5,1**

1. Taux de croissance annuel moyen.
2. L'Amérique du Sud comprend les pays suivants : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guyane, Îles Falkland (Malvinas), Paraguay, Pérou, Suriname, Uruguay et Venezuela.
3. L'Union européenne correspond aux pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Guyane française, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Royaume-Uni, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie et Suède.

Source : Statistique Canada, Registre des exportateurs canadiens.
Compilation : Institut de la statistique du Québec; ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

On dénombre 1 629 établissements exportateurs dans la Montérégie en 2007, soit 114 (– 6,5 %) de moins que l'année précédente. Seulement 103 d'entre eux (part de 6,3 %) comptent plus de 200 employés, mais ces établissements génèrent 49,1 % des exportations totales de la région. Par ailleurs, 899 établissements (55,2 %) exportateurs de la région relèvent du secteur manufacturier, et leurs exportations se chiffrent à 9,6 G$, soit 74,7 % de la valeur totale exportée. Dans le secteur de la fabrication, deux industries se démarquent par l'ampleur de leur valeur exportée en 2007 : le matériel de transport (3,1 G$ et 24,3 %

1. Côte-Est des États-Unis : Connecticut, Delaware, District de Columbia, Maine, Maryland, Massachusetts, New Hampshire, New Jersey, New York, Caroline du Nord, Pennsylvanie, Rhode Island, Vermont, Virginie, Virginie occidentale.
2. Centre-industriel des États-Unis : Illinois, Indiana, Kentucky, Michigan, Ohio, Wisconsin.

du total) et la première transformation des métaux (1,9 G$ et 15,1 %). Deux autres industries ont aussi une importance significative, soit les aliments, boissons et produits du tabac (1,0 G$ et 8,0 %) et les produits chimiques (899,6 M$ et 7,0 %). Dans le secteur des services, le regroupement des deux industries du commerce de gros et du commerce de détail enregistre une valeur exportée de 2,3 G$ et une part relative de 17,7 % ; il est suivi par celle des services aux entreprises (639,8 M$ et 5,0 %).

Tableau 5.2

Valeur des exportations de marchandises, selon le groupe d'industries, Montérégie, 2003-2007

	2003[r]	2004[r]	2005[r]	2006[r]	2007
			M$		
Agriculture, foresterie, pêche et chasse, Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz, Services publics et Construction	118,6	154,2	149,9	134,8	141,8
Fabrication	**8 247,6**	**9 190,1**	**9 349,3**	**9 627,9**	**9 639,4**
Aliments et Boissons et produits du tabac	691,6	765,7	1 032,8	1 114,1	1 029,6
Usines de textiles	300,1	263,4	224,6	157,1	86,0
Usines de produits textiles	81,6	100,6	95,4	78,6	54,9
Vêtements et Produits en cuir et produits analogues	53,5	65,8	35,0	35,4	35,9
Produits en bois	302,3	292,9	229,4	209,5	176,3
Papier	248,4	274,1	280,5	221,6	210,2
Impression et activités connexes de soutien	108,3	105,2	99,7	93,4	92,9
Produits du pétrole et du charbon	3,6	2,0	2,2	1,8	5,9
Produits chimiques	681,1	732,3	786,7	894,3	899,6
Produits en caoutchouc et en plastique	672,7	618,1	619,8	540,6	461,3
Produits minéraux non métalliques	161,2	141,7	130,5	142,7	144,4
Première transformation des métaux	1 271,3	1 624,2	1 531,3	1 864,9	1 943,5
Fabrication de produits métalliques	388,6	517,8	461,3	409,8	396,1
Machinerie	347,9	418,9	483,5	410,0	401,5
Produits informatiques et électroniques	95,7	137,6	145,0	143,2	124,6
Produits, appareils et composants électroniques	175,2	223,5	230,9	234,2	235,5
Matériel de transport	2 370,1	2 624,4	2 741,2	2 862,6	3 133,4
Meubles et produits connexes	188,9	176,8	123,1	119,7	109,3
Activités diverses de fabrication	105,5	105,2	96,4	94,4	98,5
Commerce de gros et Commerce de détail	1 835,5	2 501,6	3 130,5	1 871,6	2 281,5
Transport et entreposage	99,5	68,8	85,2	43,6	65,8
Information et industries culturelles	4,1	3,0	3,1	2,6	3,3
Finances et assurances	44,4	47,8	56,5	46,4	28,8
Services aux entreprises	209,7	380,4	646,7	648,9	639,8
Autres	15,3	17,1	35,9	50,7	104,2
Total	**10 574,9**	**12 363,1**	**13 457,2**	**12 426,6**	**12 904,5**

Source : Statistique Canada, *Registre des exportateurs canadiens*.
Collaboration: Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable et ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Direction de l'analyse économique.

Sur le plan méthodologique, il importe de préciser que la répartition des exportations par région se fait selon le lieu de résidence de l'établissement exportateur, et non selon l'origine du fabricant ou du producteur. De plus, les exportations d'une région dirigées vers les autres provinces canadiennes ne sont pas couvertes par le Registre des exportateurs canadiens.

6. Industrie manufacturière

par Jean Berselli, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Bien qu'en perte de vitesse depuis quelques années, le secteur manufacturier reste tout de même un des acteurs importants de l'économie du Québec et de ses régions. En 2008, le secteur manufacturier représente le sixième de l'activité économique québécoise avec 16,6 % du produit intérieur brut (estimé au prix de base en dollars courants). Cette proportion varie cependant fortement d'une région à l'autre et vient, par conséquent, moduler l'impact induit par d'importants changements dans le secteur manufacturier sur l'ensemble de l'économie régionale. En Montérégie, les établissements manufacturiers génèrent de façon directe 21,2 % de l'activité économique régionale.

Emploi total du secteur manufacturier

En 2008, le nombre d'emplois du secteur manufacturier de la Montérégie diminue de 4,5 % pour se situer à 85 378. En 2004, il était de 91 477, ce qui correspond à une baisse annuelle moyenne de 1,7 %. Comparée à la diminution moyenne de l'ensemble du secteur manufacturier québécois au cours de la même période, cette baisse est relativement faible (– 3,5 % pour la province).

Tableau 6.1

Emploi total dans le secteur manufacturier, par sous-secteur du SCIAN, Montérégie et ensemble du Québec, 2004-2008

Sous-secteur du SCIAN	2004	2005	2006	2007	2008	Variation 2008/2007	TCAM[1] 2008/2004
			n			%	
Montérégie	**91 477**	**92 070**	**89 765**	**89 404**	**85 378**	**– 4,5**	**– 1,7**
Aliments	14 243	14 133	13 879	13 345	12 692	– 4,9	– 2,8
Boissons et produits du tabac	1 111	1 092	1 304	x	x	x	x
Usines de textiles	3 338	1 959	2 098	1 678	x	x	x
Usines de produits textiles	1 463	1 279	1 146	989	554	– 44,0	– 21,6
Vêtements	x	x	x	x	x	x	x
Produits en cuir et produits analogues	880	x	x	79	x	x	x
Produits en bois	3 576	3 143	3 297	2 647	2 664	0,6	– 7,1
Papier	1 537	1 822	1 713	1 664	1 414	– 15,0	– 2,1
Impression et activités connexes de soutien	4 163	3 703	3 665	4 129	3 944	– 4,5	– 1,3
Produits du pétrole et du charbon	x	x	x	x	x	x	x
Produits chimiques	5 382	5 145	5 600	5 194	4 806	– 7,5	– 2,8
Produits en caoutchouc et en plastique	6 986	6 970	6 615	6 015	5 688	– 5,4	– 5,0
Produits minéraux non métalliques	2 963	3 034	2 683	2 999	2 910	– 3,0	– 0,5
Première transformation des métaux	6 421	6 363	6 305	6 002	F	F	F
Produits métalliques	9 006	9 857	9 348	9 920	9 926	0,1	2,5
Machines	4 650	5 014	4 337	4 614	4 385	– 5,0	– 1,5
Produits informatiques et électroniques	3 784	4 157	4 225	4 641	4 260	– 8,2	3,0
Matériel, appareils et composants électriques	3 346	3 986	4 653	4 590	4 843	5,5	9,7
Matériel de transport	9 176	10 683	9 806	10 311	9 979	– 3,2	2,1
Meubles et produits connexes	4 555	5 129	4 832	5 144	5 019	– 2,4	2,5
Activités diverses de fabrication	2 702	2 694	2 761	2 689	x	x	x
Ensemble du Québec	**500 675**	**482 821**	**466 581**	**451 125**	**433 510**	**– 3,9**	**– 3,5**

1. Taux de croissance annuel moyen.

Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2004-2008.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Avec un taux de croissance annuel moyen de 9,7 %, le secteur de la fabrication du matériel, appareils et composants électriques a beaucoup contribué à cet état de fait. Les années 2005 et 2006 ont été particulièrement fastes pour ce secteur avec des hausses respectives de 19,1 % et 16,7 %. Après avoir marqué le pas en 2007 (– 1,6 %), il a cependant repris sa croissance en 2008 (+ 5,5 %). L'un des secteurs les plus touchés par les baisses d'emploi entre 2004 et 2008 est celui des usines des produits

textiles. Le nombre d'emplois décrut en effet à un rythme moyen de 21,6 % par année au cours de cette période, l'année 2008 ayant été spécialement difficile à cet égard avec une chute de 44,0 %.

Revenus totaux dans le secteur manufacturier

Les revenus totaux[1] de la Montérégie atteignent 27,2 milliards de dollars en 2008, une baisse de 3,2 % par rapport à 2007. Il s'agit d'une baisse relativement importante si l'on considère que, la même année, les revenus de l'ensemble du secteur manufacturier québécois ont progressé de 2,5 %. À plus long terme (2004 à 2008), les revenus de la Montérégie ont malgré tout progressé de 1,1 % par année en moyenne, alors que ceux de la province ont augmenté de 2,0 %.

Tableau 6.2
Revenus totaux dans le secteur manufacturier, Montérégie et ensemble du Québec, 2004-2008

Sous-secteur du SCIAN	2004	2005	2006	2007	2008	Variation 2008/2007	TCAM[1] 2008/2004
			K$			%	
Montérégie	**26 064 908**	**26 464 701**	**27 748 997**	**28 119 512**	**27 233 033**	**-3,2**	**1,1**
Aliments	4 455 629	4 611 760	4 686 373	4 713 674	4 878 521	3,5	2,3
Boissons et produits du tabac	206 007	223 167	235 507	x	x	x	x
Usines de textiles	640 581	441 634	448 747	381 859	x	x	x
Usines de produits textiles	339 034	347 197	341 578	318 066	240 125	-24,5	-8,3
Vêtements	x	x	x	x	x	x	x
Produits en cuir et produits analogues	116 738	x	x	8 583	x	x	x
Produits en bois	796 399	733 026	741 958	571 934	547 517	-4,3	-8,9
Papier	528 679	679 668	577 957	592 588	520 628	-12,1	-0,4
Impression et activités connexes de soutien	847 695	772 220	776 548	853 606	870 157	1,9	0,7
Produits du pétrole et du charbon	x	x	x	x	x	x	x
Produits chimiques	2 820 508	2 889 639	3 236 291	3 232 714	2 497 420	-22,7	-3,0
Produits en caoutchouc et en plastique	1 745 995	1 874 218	1 871 744	1 603 951	1 555 647	-3,0	-2,8
Produits minéraux non métalliques	803 604	832 216	715 680	825 579	751 933	-8,9	-1,6
Première transformation des métaux	3 328 360	3 494 460	4 125 244	4 060 200	F	F	F
Produits métalliques	1 987 862	2 022 513	2 018 772	2 074 602	2 055 144	-0,9	0,8
Machines	1 019 667	1 076 732	1 043 277	1 139 111	988 192	-13,2	-0,8
Produits informatiques et électroniques	1 677 767	1 048 563	1 077 485	1 193 095	1 132 251	-5,1	-9,4
Matériel, appareils et composants électriques	858 849	1 098 431	1 337 347	1 488 153	1 508 628	1,4	15,1
Matériel de transport	2 689 357	3 069 938	3 242 383	3 557 261	3 813 654	7,2	9,1
Meubles et produits connexes	592 676	623 181	614 307	645 616	662 636	2,6	2,8
Activités diverses de fabrication	368 328	372 421	400 751	389 167	x	x	x
Ensemble du Québec	**147 470 739**	**152 348 158**	**157 670 122**	**155 681 738**	**159 515 688**	**2,5**	**2,0**

1. Taux de croissance annuel moyen.

Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2004-2008.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Le secteur du matériel de transport a affiché une croissance moyenne de ses revenus de 9,1 % de 2004 à 2008 et s'est également montré très dynamique en 2008 avec une hausse de 7,2 %. Le secteur du matériel, appareils et composants électriques a particulièrement bien fait de 2004 à 2008 avec un accroissement de 15,1 % par année en moyenne. Les secteurs des usines de produits textiles et des produits chimiques ont, quant à eux, vu leurs revenus respectifs diminuer de 24,5 % et 22,7 % en 2008. De 2004 à 2008, ces deux secteurs ont perdu, en moyenne, respectivement 8,3 % et 3,0 % de leurs revenus par année. Quant au secteur des produits en bois, ses revenus ont décru de 8,9 % par année de 2004 à 2008. L'année 2007 a été particulièrement difficile pour ce secteur, puisqu'il accuse une perte de 22,9 % de ses revenus cette année-là.

1. Globalement, les revenus totaux comprennent les revenus provenant de la vente des biens fabriqués, de biens achetés pour la revente tels quels, et revenus de location, d'exploitation et de placements.

7. Investissements et permis de bâtir

par Jean-François Fortin, Direction des statistiques économiques et du développement durable

7.1 Investissements

Selon les perspectives 2010, les dépenses en immobilisation de la région de la Montérégie augmentent de 2,6 % par rapport à 2009 pour atteindre 10,9 G$, plaçant la région au deuxième rang à l'échelle québécoise derrière Montréal (12,0 G$). La région, qui représente 17,4 % de l'investissement québécois, renoue donc avec la croissance après deux années de légère décroissance. La croissance régionale, quoique positive, représente une croissance inférieure à celle observée à l'échelle québécoise (+ 3,6 %).

Tableau 7.1.1

Dépenses en immobilisation par industrie[1] et par secteur, Montérégie, 2006-2010[2]

	2006	2007[r]	2008	2009	2010	Variation 2010/2009	Part relative dans la région (2010)	Part relative dans le Québec (2010)
	k$					%		
Production de biens	1 583 538	1 511 406	1 617 852	1 348 469	1 383 747	2,6	12,7	10,5
Production de services	4 335 679	4 755 915	4 437 981	4 791 883	5 073 318	5,9	46,5	17,6
Logement	3 981 618	4 441 407	4 600 051	4 507 791	4 463 903	– 1,0	40,9	21,6
Total	**9 900 835**	**10 708 728**	**10 655 884**	**10 648 144**	**10 920 968**	**2,6**	**100,0**	**17,4**
Secteur privé non résidentiel	4 497 528	4 428 786	4 020 356	3 279 939	3 273 419	– 0,2	30,0	16,3
Secteur public	1 421 689	1 838 535	2 035 477	2 860 414	3 183 646	11,3	29,2	14,6

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.
1. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2002.*
2. 2006-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires; 2010 : perspectives.

Sources : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation; Institut de la statistique du Québec.

Les industries productrices de biens, responsables de 12,7 % de l'investissement régional, sont en croissance de 2,6 % par rapport à 2009 pour atteindre 1,4 G$, quatrième plus haut niveau parmi les 17 régions administratives. Malgré la croissance, le niveau demeure faible d'une perspective historique : seules les années 2009 et 2005 affichent un niveau inférieur au niveau de 2010 depuis 1998. Ces trois années correspondent aux plus bas niveaux historiques observés dans le secteur de la fabrication.

Les dépenses en immobilisation des industries productrices de services, responsables de près de la moitié de l'investissement régional (46,5 %) sont en croissance de 5,9 % en 2010, pour atteindre (pour une première fois) le seuil des 5 G$ (5,1 G$). La croissance des secteurs tels que les administrations publiques (+ 229,0 M$, une quatrième hausse consécutive) et les services d'enseignement (+ 102,0 M$) ont aidé à contrebalancer les baisses de certains autres secteurs.

Les dépenses en immobilisation attribuable au logement sont en baisse de 1,0 % et s'établissent à 4,5 G$, de loin le plus haut niveau observé au Québec (Capitale-Nationale : 2,7 G$). À elle seule, la région est responsable de 21,6 % du total québécois.

Le secteur privé non résidentiel, qui représente 30,0 % de l'investissement total, est en faible décroissance (– 0,2 %, une quatrième année de décroissance consécutive) pour s'établir à 3,3 G$. Il s'agit du plus bas niveau observé dans la région depuis 2002, bien que la région soit la deuxième en importance pour le secteur, derrière Montréal (4,6 G$). En ce qui concerne les investissements publics, ils sont en croissance de 11,3 % pour s'établir à 3,2 G$, soit une quatrième hausse consécutive. En plus de constituer un nouveau sommet historique, il s'agit du second plus haut niveau observé à l'échelle québécoise (Montréal : 5,2 G$).

7.2 Permis de bâtir

La valeur totale des permis de bâtir délivrés par les municipalités de la région de la Montérégie en 2009 a atteint 2,7 G$, en décroissance de 8,2 % par rapport à 2008. Il s'agit d'une valeur très près de la moyenne des cinq dernières années et un sommet au Québec.

Tableau 7.2.1

Valeur des permis de bâtir des secteurs résidentiel et non résidentiel, Montérégie et ensemble du Québec, 2005-2009

	2005	2006	2007	2008	2009	Variation 2009/2008	Moyenne 2005-2009
			k$			%	k$
Montérégie	**2 466 206**	**2 515 252**	**2 846 744**	**2 924 483**	**2 683 269**	**– 8,2**	**2 687 191**
Résidentiel	1 782 381	1 753 456	1 939 335	2 056 907	1 837 042	– 10,7	1 873 824
Non résidentiel	683 825	761 796	907 409	867 576	846 227	– 2,5	813 367
Ensemble du Québec	**11 287 982**	**11 878 332**	**12 973 354**	**13 806 682**	**12 929 699**	**– 6,4**	**12 575 210**
Résidentiel	7 885 798	7 779 494	8 416 100	8 911 629	8 406 568	– 5,7	8 279 918
Non résidentiel	3 402 184	4 098 838	4 557 254	4 895 053	4 523 131	– 7,6	4 295 292

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Dans le secteur résidentiel, la valeur des permis de bâtir est en décroissance de 10,7 % par rapport à 2008 pour se situer à 1,8 G$. Il s'agit d'une valeur inférieure à la moyenne quinquennale (1,9 G$). Au niveau infrarégional, le TE de Longueuil domine la valeur émise en permis de bâtir résidentiel avec 515,6 M$ (supérieure à la moyenne quinquennale), suivi des MRC de Vaudreuil-Soulanges (264,2 M$), et de Roussillon (221,4 M$), tous deux sous leurs moyennes 2005-2009.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis de bâtir émis est en décroissance en 2009 de 2,5 % pour s'établir à 846,2 M$. Malgré la diminution par rapport à 2008 (une deuxième consécutive), le niveau de 2009 est supérieur à la moyenne sur cinq ans (en ce qui concerne les composantes, seule la composante industrielle est inférieure à la moyenne quinquennale). La composante commerciale (ensemble de la Montérégie : 450,1 M$) est dominée par le TE de Longueuil (137,9 M$), suivi de la MRC des Maskoutains (88,0 M$), tout comme la composante industrielle (Longueuil : 24,6 M$ et des Maskoutains : 23,1 M$). La composante institutionnelle est quant à elle largement concentrée à Longueuil, avec 46,1 % (109,8 M$) du total (238,3 M$).

Tableau 7.2.2

Valeur des permis de bâtir selon le type de construction, MRC et TE de la Montérégie et ensemble du Québec, 2009

	Résidentiel		Commercial		Industriel		Institutionnel	
	k$	Moyenne 05-09	k$	Moyenne 05-09	k$	Moyenne 05-09	k$	Moyenne 05-09
Brome-Missisquoi	100 308	101 224	16 689	18 546	6 162	8 965	22 843	9 414
La Haute-Yamaska	98 264	106 636	10 354	21 518	11 393	13 018	3 441	7 167
Acton	4 320	5 115	7 689	2 165	99	814	1 528	489
Pierre-De Saurel	41 545	43 627	17 796	10 262	10 538	11 094	10 247	7 025
Les Maskoutains	85 998	86 765	87 995	33 976	23 107	19 788	19 322	29 715
Rouville	44 918	52 749	5 848	6 241	6 201	5 963	7 940	2 107
Le Haut-Richelieu	101 113	125 279	17 738	25 699	17 955	12 868	1 246	2 952
La Vallée-du-Richelieu	197 399	197 278	32 614	28 248	10 460	8 356	3 626	10 435
Longueuil	515 571	451 259	137 870	174 395	24 602	35 556	109 780	75 467
Lajemmerais	70 624	78 289	5 624	15 671	7 609	17 204	6 100	2 211
Roussillon	221 400	227 081	43 595	39 162	2 515	10 935	13 269	11 232
Les Jardins-de-Napierville	27 190	24 782	5 875	3 504	7 353	4 116	9 252	2 122
Le Haut-Saint-Laurent	7 042	7 454	176	381	1 472	1 721	3 979	1 801
Beauharnois-Salaberry	57 119	56 484	9 287	17 053	15 834	11 337	2 322	3 078
Vaudreuil-Soulanges	264 231	309 801	50 965	51 524	12 528	22 490	23 389	15 583
Montérégie	**1 837 042**	**1 873 824**	**450 115**	**448 344**	**157 828**	**184 224**	**238 284**	**180 798**
Ensemble du Québec	**8 406 568**	**8 279 918**	**2 489 522**	**2 320 657**	**827 458**	**905 147**	**1 206 151**	**1 069 488**

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

8. Mines

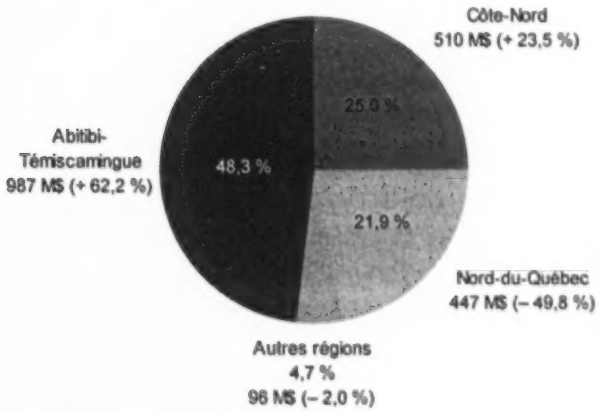
par Marc Gignac, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Dans le cadre de cette analyse, les données de 2008 sont finales alors que celles de 2009 pourraient subir quelques corrections au niveau de la production minérale.

La Montérégie[1] est une région minière très importante pour la production minérale et pour le nombre d'emplois. Cette importance provient en bonne partie de la présence sur son territoire d'usines de première transformation : QIT-Fer et Titane (QIT) et Zinc électrolytique du Canada (CEZinc). QIT traite le minerai d'ilménite provenant de la mine Tio sur la Côte Nord, pour produire de la scorie de titane, du fer de refonte et des billettes d'acier. CEZinc traite des concentrés de zinc provenant de mines du Québec et d'ailleurs. Elle produit aussi de l'acide sulfurique à partir de ces concentrés. La Montérégie est également une région importante pour la production de matériaux de construction, particulièrement la pierre et le ciment.

En Montérégie, l'investissement minier est négligeable par rapport aux trois grandes régions minières que sont la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et l'Abitibi-Témiscamingue.

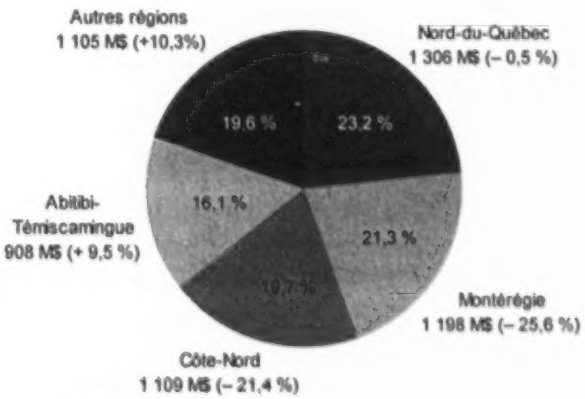
Figure 8.1
Répartition de l'investissement minier au Québec, 2009



Total 2009 : 2 041 M$ (+ 1,5 %)
(+ - x%) : Variation en % par rapport à l'année 2008

Source : Institut de la statistique du Québec, Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.

Figure 8.2
Répartition des livraisons minérales au Québec, 2009



Total 2009 : 5 625 M$ (– 8,7 %)
(+ - x%) : Variation en % par rapport à l'année 2008

Source : Institut de la statistique du Québec, Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.

Après le Nord-du-Québec, c'est la région la plus importante en 2009 avec des valeurs de livraison totalisant 1 198 M$ (21,3 % de toutes les régions). Par contre, cette région a connu une baisse appréciable de 25,6 % par rapport à 2008. Cette baisse s'explique principalement par l'arrêt de deux mois dans la production de l'usine QIT et aussi par la baisse du prix du fer de 21,9 % par rapport à 2008.

Cette région est de loin la plus importante pour les valeurs de livraison de matériaux de construction avec 327 M$ soit 31,7 % du total pour le Québec. Elle est aussi la plus importante pour les livraisons de minéraux industriels, principalement grâce à la production de scorie de titane.

1. Les informations contenues dans cette section proviennent du Répertoire des exploitants miniers de l'Institut de la statistique du Québec. Si les informations résultent d'une autre source, celle-ci est alors indiquée.

La Montérégie est aussi la région qui compte le plus grand nombre d'effectifs dans le secteur minier, soit 3 045 employés en 2009, correspondant à 22,1 % de l'ensemble des régions. Par contre, le salaire annuel moyen de 64 886 $ est le plus faible des trois autres régions minières importantes, mais plus élevé que la moyenne des autres régions du Québec qui est de 52 047 $. Par rapport à 2008, le nombre d'employés a connu une baisse de 5,0 % dans la région, ce qui équivaut sensiblement à la baisse de 4,3 % pour l'ensemble du Québec.

Tableau 8.1
Emploi et salaire annuel moyen dans le secteur minier par région administrative, 2008-2009

	Emploi[1]			Salaire annuel moyen		
	2008	2009	Variation 2009/2008	2008	2009	Variation 2009/2008
	n		%	$		%
Abitibi-Témiscamingue	2 628	2 530	– 3,7%	80 246	88 658	10,5%
Côte-Nord	3 000	2 577	– 14,1%	84 810	89 624	5,7%
Nord-du-Québec	1 431	1 271	– 11,2%	106 860	106 482	– 0,4%
Montérégie	3 206	3 045	– 5,0%	66 430	64 886	– 2,3%
Autres régions	4 037	4 345	7,6%	53 863	52 047	– 3,4%
Ensemble du Québec[2]	**15 052**	**14 407**	**– 4,3%**	**72 871**	**72 569**	**– 0,4%**

1. En personne-année.
2. Inclut le forage au diamant pour l'ensemble du Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.

9. Conditions de vie et bien-être

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

Mesure du faible revenu

En 2007, la proportion des familles en situation de faible revenu est moins élevée dans la Montérégie (8,0 %) que dans l'ensemble du Québec (9,9 %). De 2003 à 2007, le taux de faible revenu après impôt des familles augmente dans la région (+ 0,2 point), tandis qu'il diminue de 0,2 point dans l'ensemble du Québec. Par rapport à 2006 seulement, le taux est en augmentation de 0,8 point, comparativement à une augmentation de 0,6 point dans l'ensemble du Québec. C'est dans Le Haut-Saint-Laurent que l'on trouve, en proportion, le plus de familles à faible revenu (20,0 %). À l'inverse, Lajemmerais affiche le taux de faible revenu le moins élevé de la région (3,9 %). Au cours de la période 2003-2007, le taux de faible revenu des familles est en augmentation dans les territoires supralocaux suivants : Le Haut-Saint-Laurent (+ 1,5 point), Rouville (+ 1,1 point), Les Maskoutains (+ 1,0 point), Roussillon (+ 0,2 point), Beauharnois-Salaberry (+ 0,2 point), Vaudreuil-Soulanges (+ 0,2 point), Brome-Missisquoi (+ 0,1 point). À l'inverse, ce taux est en diminution dans les territoires supralocaux suivants : Acton (– 0,6 point), Longueuil (– 0,4 point), Pierre-De Saurel (– 0,4 point), La Haute-Yamaska (– 0,3 point), Le Haut-Richelieu (– 0,3 point). Il est cependant stationnaire dans les territoires supralocaux suivants : Lajemmerais, La Vallée-du-Richelieu.

À l'instar des autres régions, le taux varie beaucoup selon le type de famille dans la présente région. En 2007, ce taux est 4,7 fois plus élevé concernant les familles monoparentales (24,8 %) qu'en ce qui concerne les couples (5,3 %). Entre 2003 et 2007, le taux augmente de 0,2 point concernant les familles monoparentales, comparativement à une augmentation de 0,5 point pour les couples. C'est Le Haut-Saint-Laurent qui, de loin, affiche le taux de faible revenu des familles monoparentales le plus élevé de la région en 2007 (52,9 %). Mentionnons que le taux le plus bas pour ce type de famille revient à Lajemmerais (15,5 %).

Tableau 9.1

Taux de faible revenu de l'ensemble des familles, MRC et TE de la Montérégie et ensemble du Québec, 2003-2007

	2003	2004	2005	2006	2007	Écart 2007/2003
	%					point de pourcentage
Brome-Missisquoi	9,2	8,6	7,8	8,0	9,3	0,1
La Haute-Yamaska	8,0	7,8	7,2	6,8	7,7	– 0,3
Acton	9,6	8,5	7,9	8,3	9,0	– 0,6
Pierre-De Saurel	9,5	9,6	9,1	8,4	9,1	– 0,4
Les Maskoutains	7,5	7,4	7,3	7,4	8,5	1,0
Rouville	6,4	6,6	5,5	6,3	7,5	1,1
Le Haut-Richelieu	7,9	7,9	7,2	7,0	7,8	– 0,3
La Vallée-du-Richelieu	4,5	4,3	3,9	3,9	4,4	0,0
Longueuil	9,2	9,1	8,6	8,3	8,9	– 0,4
Lajemmerais	3,9	3,6	3,5	3,2	3,9	0,0
Roussillon	6,9	6,6	6,5	6,4	7,1	0,2
Les Jardins-de-Napierville	8,3	7,3	7,2	..	..	..
Le Haut-Saint-Laurent	18,5	18,3	18,2	17,6	20,0	1,5
Beauharnois-Salaberry	9,0	8,9	8,6	8,3	9,2	0,2
Vaudreuil-Soulanges	5,3	5,3	4,8	4,8	5,4	0,2
Montérégie	**7,8**	**7,6**	**7,2**	**7,1**	**8,0**	**0,2**
Ensemble du Québec	**10,1**	**10,0**	**9,6**	**9,3**	**9,9**	**– 0,2**

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Toujours en 2007, on dénombre dans la région 32 420 familles à faible revenu, dont 13 900 sont monoparentales. Aussi, le nombre d'enfants en situation de faible revenu passe de 40 200 en 2003 à 35 020 en 2007, soit une diminution de 12,9 %. Cette diminution est plus élevée que celle du nombre total d'enfants de la région (– 0,8 %).

Revenu médian des familles

De 2006 à 2007, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, exprimé en dollars constants, augmente de 2,5 % dans la région de la Montérégie, soit à un rythme inférieur à celui que l'on observe dans l'ensemble du Québec (+ 3,1 %). On constate que les territoires supralocaux suivants profitent de cette croissance réelle : La Vallée-du-Richelieu (+ 3,5 %), Le Haut-Richelieu (+ 3,2 %), Longueuil (+ 3,2 %), Pierre-De Saurel (+ 3,0 %), Roussillon (+ 2,9 %), Lajemmerais (+ 2,6 %), Brome-Missisquoi (+ 2,4 %), Acton (+ 2,2 %), Vaudreuil-Soulanges (+ 2,1 %), Les Maskoutains (+ 2,0 %), Rouville (+ 2,0 %), Beauharnois-Salaberry (+ 1,5 %), La Haute-Yamaska (+ 1,5 %). À l'inverse, on observe une décroissance dans Le Haut-Saint-Laurent (– 0,8 %). Aussi, la région est en avance par rapport à l'ensemble du Québec puisque, selon les données de 2007, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles s'établit à 67 380 $, comparativement à 61 780 $ au Québec. En 2007, le revenu médian avant impôt est supérieur à celui de l'ensemble du Québec dans les territoires supralocaux suivants : Rouville (62 980 $), Le Haut-Richelieu (63 100 $), La Vallée-du-Richelieu (79 490 $), Longueuil (69 510 $), Lajemmerais (82 930 $), Roussillon (73 060 $), Vaudreuil-Soulanges (75 670 $).

Tableau 9.2

Revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, MRC et TE de la Montérégie et ensemble du Québec, 2006-2007

	2006	2007	Variation 2007/2006
	$ constants de 2007		%
Brome-Missisquoi	55 048	56 380	2,4
La Haute-Yamaska	59 212	60 090	1,5
Acton	51 290	52 440	2,2
Pierre-De Saurel	57 587	59 320	3,0
Les Maskoutains	58 095	59 250	2,0
Rouville	61 751	62 980	2,0
Le Haut-Richelieu	61 141	63 100	3,2
La Vallée-du-Richelieu	76 782	79 490	3,5
Longueuil	67 337	69 510	3,2
Lajemmerais	80 845	82 930	2,6
Roussillon	70 993	73 060	2,9
Les Jardins-de-Napierville	..	..	..
Le Haut-Saint-Laurent	46 516	46 160	– 0,8
Beauharnois-Salaberry	57 180	58 060	1,5
Vaudreuil-Soulanges	74 142	75 670	2,1
Montérégie	**65 712**	**67 380**	**2,5**
Ensemble du Québec	**59 923**	**61 780**	**3,1**

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En 2007, les familles monoparentales ont un revenu médian après impôt (35 810 $) moins élevé que celui des familles comptant un couple (61 440 $). Enfin, de 2006 à 2007, le revenu médian des familles monoparentales s'est amélioré de 4,3 %. Quant aux familles comptant un couple, leur revenu s'est amélioré de 3,4 %.

Tableau 9.3

Revenu médian après impôt selon le type de famille, Montérégie, 2006-2007

	2006	2007	Variation 2007/2006
	$ constants de 2007		%
Famille comptant un couple	**59 415**	**61 440**	**3,4**
Sans enfants	48 344	49 990	3,4
Avec 1 enfant	65 509	67 840	3,6
Avec 2 enfants	73 228	76 210	4,1
Avec 3 enfants et plus	72 110	75 250	4,4
Famille monoparentale	**34 329**	**35 810**	**4,3**
Avec 1 enfant	33 313	34 790	4,4
Avec 2 enfants	36 461	38 190	4,7
Avec 3 enfants et plus	34 735	35 850	3,2

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

10. Éducation

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Les données exposées dans ce bulletin fournissent un portrait du plus haut niveau de scolarité atteint par la population de 15 ans et plus, et ce, pour l'année 2006. Les comparaisons avec les données de 2001 sont délicates étant donné les modifications sur les catégorisations et les questions dans le questionnaire du recensement entre ces deux périodes.

Selon les données du recensement de 2006, 24,8 % des personnes de 15 ans et plus de la Montérégie ne possèdent aucun certificat, diplôme ou grade, une part semblable à celle de l'ensemble du Québec (25,0 %). On s'aperçoit également que 23,4 % des individus ont uniquement un diplôme d'études secondaires ou équivalent, alors qu'une faible proportion de personnes possèdent un certificat, un diplôme ou un grade universitaire (19,7 %). Au Québec, ces proportions sont respectivement de 22,3 % et 21,4 %.

On remarque aussi que des 536 185 hommes de 15 ans et plus de la Montérégie, 25,0 % ne possèdent aucun diplôme, et seulement 19,0 % ont acquis un diplôme universitaire. Par contre, 19,4 % d'entre eux ont obtenu un certificat ou un diplôme d'apprenti d'une école de métiers. Pour les 562 730 femmes, même si 24,5 % d'entre elles ne possèdent aucun diplôme, elles ont davantage achevé leurs études menant à un diplôme collégial (17,9 %) ou universitaire (20,4 %) plutôt qu'à un certificat ou un diplôme d'apprenti d'une école de métiers (12,2 %).

À l'échelle des MRC et TE, Longueuil et La Vallée-du-Richelieu se démarquent tant par leur proportion relativement faible de personnes de 15 ans et plus sans aucun certificat, diplôme ou grade (21,1 % et 19,0 % respectivement), que par la part élevée des individus qui possèdent un diplôme universitaire (27,7 % et 24,0 % chacun). Pour Pierre-De Saurel, la distinction se fait dans la proportion élevée des personnes disposant d'un certificat ou d'un diplôme d'apprenti d'une école de métiers (19,7 %). En contrepartie, pour Acton, un très faible pourcentage de personnes ont obtenu un certificat, un diplôme ou un grade universitaire (6,9 %), le plus faible au Québec.

Tableau 10.1

Plus haut niveau de scolarité atteint pour la population de 15 ans et plus, MRC et TE de la Montérégie et ensemble du Québec, 2006

	Total	Aucun certificat, diplôme ou grade		Diplôme d'études secondaires ou équivalent		Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers		Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep		Certificat, diplôme ou grade universitaire	
	n	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Brome-Missisquoi	38 105	11 210	29,4	10 040	26,3	5 980	15,7	4 935	13,0	5 940	15,6
La Haute-Yamaska	68 910	19 580	28,4	17 985	26,1	11 400	16,5	10 030	14,6	9 915	14,4
Acton	12 275	4 920	40,1	2 940	24,0	2 135	17,4	1 430	11,6	850	6,9
Pierre-De Saurel	42 230	12 925	30,6	9 080	21,5	8 335	19,7	6 965	16,5	4 915	11,6
Les Maskoutains	65 780	20 350	30,9	15 485	23,5	11 450	17,4	9 900	15,1	8 590	13,1
Rouville	25 205	7 985	31,7	5 845	23,2	4 435	17,6	3 790	15,0	3 155	12,5
Le Haut-Richelieu	88 150	24 345	27,6	20 935	23,7	15 545	17,6	14 155	16,1	13 160	14,9
La Vallée-du-Richelieu	84 405	16 020	19,0	18 800	22,3	13 275	15,7	16 070	19,0	20 235	24,0
Longueuil	318 825	67 320	21,1	70 190	22,0	39 670	12,4	53 310	16,7	88 335	27,7
Lajemmerais	54 340	11 380	20,9	12 130	22,3	9 195	16,9	10 250	18,9	11 390	21,0
Roussillon	118 545	27 390	23,1	29 300	24,7	19 495	16,4	20 045	16,9	22 310	18,8
Les Jardins-de-Napierville	19 425	7 195	37,0	4 430	22,8	3 610	18,6	2 315	11,9	1 880	9,7
Le Haut-Saint-Laurent	18 245	6 530	35,8	4 560	25,0	3 070	16,8	2 305	12,6	1 780	9,8
Beauharnois-Salaberry	50 170	15 825	31,5	12 350	24,6	9 255	18,4	7 725	15,4	5 015	10,0
Vaudreuil-Soulanges	94 310	19 075	20,2	23 065	24,5	15 510	16,4	17 240	18,3	19 425	20,6
Montérégie	**1 098 920**	**272 050**	**24,8**	**257 135**	**23,4**	**172 360**	**15,7**	**180 465**	**16,4**	**216 895**	**19,7**
Ensemble du Québec	**6 184 490**	**1 547 870**	**25,0**	**1 377 585**	**22,3**	**945 970**	**15,3**	**992 365**	**16,0**	**1 320 695**	**21,4**

Note : En raison des arrondissements, le total n'égale pas nécessairement la somme des parties.

Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

11. Santé

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Le découpage géographique utilisé pour analyser cette section est celui des régions sociosanitaires, délimitées officiellement par le ministère de la Santé et des Services sociaux au printemps 2005[1].

Personnel directement affecté aux soins

En 2008-2009, on enregistre en Montérégie pour la sixième année consécutive une augmentation du personnel infirmier (+ 1,7 %). Cette croissance est davantage marquée chez les infirmiers auxiliaires (+ 7,4 %) et les préposés aux bénéficiaires (+ 1,7 %) que chez les infirmiers (– 0,1 %). La Montérégie connaît ainsi en 2008-2009 une hausse du personnel infirmier quasiment semblable à celle du Québec (+ 1,6 %). De surcroît, depuis 2004-2005, la région affiche une variation du personnel infirmier (+ 5,2 %) largement inférieure à la moyenne québécoise (+ 5,4 %).

Tableau 11.1

Personnel infirmier[1], en équivalent temps complet, selon la catégorie de personnel, région sociosanitaire de la Montérégie et ensemble du Québec, 2004-2005 à 2008-2009

	Unité	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Variation[2] 08-09/04-05
Montérégie	**n**	**9 808**	**9 836**	**9 859**	**10 148**	**10 316**	**5,2**
Infirmiers	n	4 861	4 858	4 861	4 901	4 898	0,8
Infirmiers auxiliaires	n	1 279	1 311	1 331	1 433	1 539	20,3
Préposés aux bénéficiaires	n	3 668	3 666	3 668	3 814	3 879	5,8
Taux pour 100 000 habitants[3,r]	n pour 100 000 hab.	725	720	713	727	730	5,0
Ensemble du Québec	**n**	**80 643**	**81 532**	**82 441**	**83 621**	**84 959**	**5,4**
Infirmiers	n	43 122	43 412	43 733	43 723	43 559	1,0
Infirmiers auxiliaires	n	10 721	10 970	11 163	11 618	12 367	15,4
Préposés aux bénéficiaires	n	26 800	27 149	27 546	28 279	29 033	8,3
Taux pour 100 000 habitants[3,r]	n pour 100 000 hab.	1 070	1 075	1 080	1 088	1 096	26,0

1. En ce qui concerne le personnel infirmier, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril de l'année indiquée au 31 mars de l'année suivante).
2. Les variations relatives au personnel de la santé sont données en pourcentage, tandis que les écarts entre les taux pour 100 000 habitants sont en points pour 100 000.
3. Calculé pour l'ensemble du personnel infirmier par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2010.

Installations sociosanitaires

En ce qui concerne le taux d'occupation des lits dressés dans les unités de soins généraux et spécialisés en Montérégie, en 2008-2009, il diminue pour la première fois en quatre ans et atteint 92,0 %. De plus, le recul de 1,0 point s'accompagne d'un accroissement de 0,4 % du nombre d'usagers. À l'échelle provinciale, même si le taux d'occupation (84,0 %) s'accroît de 0,4 point, le nombre d'usagers (718 363) diminue de 0,6 % en 2008-2009. Par ailleurs, la hausse de 0,7 % du nombre de lits dressés pour les soins généraux et spécialisés en Montérégie en 2008-2009 survient après une année à la baisse. Au Québec, le nombre de lits dressés (15 727) est resté relativement stable en 2008-2009 (+ 0,1 %).

Dans les unités d'hébergement et de soins de longue durée, la hausse de 0,4 point du taux d'occupation des lits dressés en 2008-2009 accorde à la Montérégie (98,3 %) un taux supérieur à celui du Québec (97,8 %). Cette augmentation s'accompagne d'un recul du nombre d'usagers de 0,7 %. À l'échelle provinciale, le taux d'occupation régresse de 0,3 point en 2008-2009,

1. En matière de régions sociosanitaires, la Mauricie et le Centre-du-Québec ne forment qu'une seule et unique région; à l'inverse, le Nord-du-Québec est divisé en trois régions qui sont le Nord-du-Québec, le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James.

alors que le nombre d'usagers (69 987) connaît une hausse de 0,3 %. Pour la première fois depuis 2005-2006, le nombre de lits dressés pour l'hébergement et les soins de longue durée a augmenté en Montérégie (+ 0,3 % en 2008-2009). Au Québec, le nombre de lits dressés (40 181) diminue en 2008-2009 (– 1,2 %).

Tableau 11.2

Lits dressés et places selon l'unité de service, région sociosanitaire de la Montérégie et ensemble du Québec, 2004-2005 à 2008-2009

	Unité	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Variation[1] 08-09/04-05	
							Région	Ensemble du Québec
Soins généraux et spécialisés								
Nombre de lits dressés	n	1 828	1 791	1 794	1 759	1 772	– 3,1	– 0,6
Taux pour 100 000 habitants[r]	n pour 100 000 hab.	135	131	130	126	125	– 10,0	– 7,0
Taux d'occupation	%	88,9	89,2	92,1	93,0	92,0	3,1	0,7
Nombre d'usagers	n	86 409	86 611	87 484	87 920	88 228	2,1	1,0
Hébergement et soins de longue durée								
Nombre de lits dressés	n	5 396	5 439	5 371	5 350	5 365	– 0,6	– 3,1
Taux pour 100 000 habitants[r]	n pour 100 000 hab.	399	398	388	383	380	– 19,0	– 32,0
Taux d'occupation	%	97,6	97,8	98,0	97,9	98,3	0,7	1,0
Nombre d'usagers	n	10 795	10 228	10 045	9 758	9 687	– 10,3	– 3,8

Note : À l'exception des lits dressés, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril de l'année indiquée au 31 mars de l'année suivante).

1. Les variations relatives au nombre de lits dressés et au nombre d'usagers sont données en pourcentage, tandis que les écarts entre les taux pour 100 000 habitants et les taux d'occupation sont indiqués respectivement en points pour 100 000 et en points de pourcentage.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2010.

12. Culture et communications

par Claude Fortier, Observatoire de la culture et des communications du Québec

Après Montréal et la Capitale-Nationale, la Montérégie est la région administrative qui compte le plus de salles de spectacles (46), d'écrans de cinéma (150, répartis dans 18 cinémas et ciné-parcs), d'institutions muséales (43), de librairies (49) et de stations de radio (12). Toutefois, si l'on pondère les données par la population, cette région arrive au 15e rang pour le nombre de centres d'artistes (0,1 par 100 000 habitants) et de salles de spectacles (3,3 par 100 000 habitants). La région de la Montérégie regroupe, par ailleurs, 123 bibliothèques publiques, ce qui, toujours en fonction de la taille de la population, est inférieur à ce qu'on peut observer dans l'ensemble du Québec.

Tableau 12.1

Nombre d'établissements culturels de divers types, Montérégie, 2007 et 2008

	Établissements		Ratio région/Québec	Établissements[1] par 100 000 habitants	
				Région	Ensemble du Québec
	2007	2008	2008[1]	2008	
	n		%	n	
Centres d'artistes	2	2	3,0	0,1	0,9
Salles de spectacles	48	46	8,6	3,3	6,9
Institutions muséales[2]	42	43	10,1	3,0	5,5
Bibliothèques publiques autonomes : points de services	57	..	..	..	..
Bibliothèques publiques affiliées	66	..	..	..	..
Librairies	52	49	13,1	3,5	4,8
Cinémas et ciné-parcs	17	18	14,9	1,3	1,6
Écrans	139	150	19,1	10,6	10,1
Stations de radio privées et communautaires	12	12	7,4	0,9	2,1

1. À l'exception du nombre d'écrans par 100 000 habitants.
2. Comprennent les établissements qui ont répondu à l'Enquête sur la fréquentation des institutions muséales ainsi que ceux qui n'ont pas donné suite au questionnaire d'enquête. Excluent les institutions muséales fermées en 2008 ou incapables de fournir des données.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

L'offre en matière d'arts de la scène est, dans cette région, sous la moyenne québécoise (1,0 représentation par 1 000 habitants contre 2,1 au Québec); il n'est donc pas surprenant de constater que, cette région se classe au 14e rang pour les entrées aux spectacles payants en arts de la scène (399 par 1 000 habitants contre 906 au Québec). D'autre part, en 2008, les 43 institutions muséales de la Montérégie enregistrent 804 visiteurs par 1 000 habitants, ce qui se situe sous la moyenne québécoise (1 621 par 1 000 habitants).

Tableau 12.2

Statistiques relatives à certaines activités culturelles, Montérégie, 2007 et 2008

	Unité	Activités culturelles	Activités culturelles par 1 000 habitants		Ratio région/Québec
		2008	2007	2008	2008
Spectacles payants en arts de la scène					
Représentations	n	1 410	1,0	1,0	8,5
Entrées	n	563 065	399,5	399,0	8,0
Assistance des cinémas					
Entrées	n	3 723 900	2 777,5	2 639,1	16,8
Fréquentation des institutions muséales					
Entrées	n	1 135 081	859,6	804,4	9,0
Fréquentation des bibliothèques publiques					
Nombre de prêts	n	..	4 657,2	..	...
Ventes de livres par les librairies					
Ventes de livres neufs[1]	$	57 213 255	40,93	40,55	11,2

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Concepts et définitions

Territoire

Couverture du sol

Les données de couverture du sol, GéoBase, circa 2000-vectorielle (CSC2000-V) sont le résultat de la vectorisation de données matricielles thématiques issues de la classification d'orthoimages Landsat 5 et Landsat 7 des zones forestières et agricoles du Canada et des territoires du Nord. La couverture forestière provient du projet d'Observation de la Terre pour le développement durable des forêts (OTDD), initiative du Service canadien des forêts (SCF). La couverture agricole provient du Service national d'information sur les terres et les eaux (SNITE) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et la couverture du sol des territoires du Nord a été réalisée par le Centre canadien de télédétection (CCT). La précision cartographique circulaire normalisée (PCCN) est de 30 mètres ou mieux. Cette précision est basée sur les orthoimages Landsat 7.

Données non disponible

Données non disponibles, étendues non classifiées en raison de la présence de nuages, d'ombre ou d'autres facteurs de qualité des images.

Eau

Lacs, réservoirs, fleuves, rivières, ruisseaux et étendues d'eau salée.

Glace, roche, terrain découvert

Principalement des étendues non végétalisées et non mises en valeur. Cette catégorie inclut les glaciers, la roche, les sédiments, les brûlis, la blocaille, les mines et les autres surfaces naturellement non végétalisées. D'autres étendues modifiées par l'activité humaine peuvent être représentées dans cette classe. Cette catégorie exclut les étendues agricoles en jachère.

Zones développées

Étendues principalement construites ou mises en valeur incluant la végétation associée à ces catégories de couverture. Elles peuvent inclure les surfaces occupées par les routes, les voies ferrées, les bâtiments et les étendues revêtues, les régions urbaines, les parcs, les sites industriels, les ouvrages miniers et les fermes.

Bryophytes et lichens

Composés de bryophytes (mousses, hépatiques et cératophylles) et de lichens (types foliacés et fruticuleux, mais pas de type crustacé). La couverture végétale de bryophytes et lichens doit s'étendre sur au moins 20 % de la surface ou doit composer au moins le tiers de la végétation totale. Cette catégorie comprend également les prairies alpines, les étendues d'herbes et d'autres végétations herbacées indigènes, incluant des étendues d'arbustes.

Arbustes

Principalement les étendues occupées par une végétation ligneuse relativement basse (généralement ± 2 mètres). Elles peuvent inclure des étendues herbeuses ou des prairies humides portant une végétation ligneuse et les forêts en voie de régénération.

Terres humides

Étendues où la surface de saturation se situe au niveau, à proximité ou au-dessus de la surface du sol pendant un intervalle d'assez longue durée pour que s'y manifestent des processus aquatiques ou de milieux humides.

Plantes herbacées et toundra

Plantes vasculaires sans tige ligneuse (graminées, herbacées latifoliées ou graminoïdes, et plantes cultivées). La couverture végétale de plantes herbacées et toundra doit s'étendre sur au moins 20 % de la surface ou doit composer au moins le tiers de la végétation totale.

Terres agricoles cultivées

Cette catégorie inclut les cultures annuelles et vivaces et exclut les prairies.

Forêt de conifères

Forêt principalement composée de conifères ou végétation arborescente à feuillage persistant. Cette catégorie peut inclure des étendues de forêt mixte et d'arbustes.

Forêt de feuillus

Forêts et étendues boisées principalement composées de feuillus. Cette catégorie peut inclure des étendues de forêt mixte et d'arbustes.

Forêt mixte

Forêts et étendues boisées composées de conifères et de feuillus.

Démographie

Accroissement naturel

Variation de l'effectif d'une population due au solde des naissances et des décès.

Âge médian

Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Génération

Ensemble des personnes nées au cours d'une période donnée, généralement une année civile.

Indice synthétique de fécondité

Nombre moyen d'enfants par femme dans une génération qui connaîtrait, au cours de sa vie féconde, les conditions de fécondité observées une année donnée.

Solde migratoire interne

Dans une région administrative, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année (synonyme de solde migratoire interrégional). Dans une MRC, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres MRC, y compris celles de sa propre région administrative.

Solde migratoire interrégional

Pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année.

Taux d'accroissement annuel moyen

Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Taux d'accroissement total

Variation de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population en début de période.

Marché du travail

Chômeur

Personne disponible pour travailler qui est sans emploi et qui cherche activement un emploi.

Emploi

Ensemble des personnes résidant dans un territoire donné et ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que les personnes absentes de leur travail mais qui maintiennent un lien d'emploi.

Population active

Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, qui sont en emploi ou en chômage.

Taux d'activité

Population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux d'emploi

Nombre de personnes actives exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage

Nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs

Nombre de travailleurs divisé par la population des 25-64 ans.

Travailleur

Particulier âgé entre 25 et 64 ans ayant des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenu et résidant dans un territoire donné.

Comptes économiques

Autres sources de revenu

Comprennent les transferts des non-résidents et des sociétés aux particuliers.

Base économique

Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Impôts, cotisations et autres transferts

Comprennent les impôts directs, les cotisations au régime d'assurance sociale et autres transferts courants versés pas les particuliers aux administrations publiques, tels que les primes d'assurance médicaments, les licences, les permis et les amendes.

Produit intérieur brut

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation

Le quotient de localisation est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Si ce rapport est supérieur à 1, cette industrie contribue proportionnellement plus au PIB de la région qu'à celui du Québec.

Revenu d'emploi

Comprend la somme des salaires et traitement, du revenu supplémentaire de travail, du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, et du revenu net reçu par les exploitants agricoles au titre de la production agricole.

Revenu de placement

Comprend les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, les intérêts hypothécaires allant aux particuliers, les intérêts sur dépôts et les intérêts accumulés dans les régimes privés de pension, les caisses d'assurance vie et les intérêts sur les placements effectués par des associations de particuliers. Les gains en capital sont exclus.

Revenu personnel

Somme de tous les revenus reçus par les particuliers et entreprises individuelles résidant dans un territoire donné, qu'il s'agisse de gains au titre de la production courante ou de transferts courants d'autres secteurs, plus les revenus de placement que les associations de particuliers accumulent pour leur propre compte ou celui des particuliers.

Revenu personnel disponible

Revenu personnel moins les impôts directs des particuliers, des cotisations d'assurance sociale et autres transferts courants aux administrations publiques.

Transferts des administrations publiques

Comprennent les paiements tels les prestations fiscales et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de vieillesse, les prestations d'aide sociale, les bourses et subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux autochtones et à leurs organisations, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, les allocations aux anciens combattants, les prestations du Régime québécois d'assurance parentale.

Exportations

Registre des exportateurs

Le Registre des exportateurs canadiens couvre la période de 1993 à 2007. Le Registre des exportateurs est un programme de statistiques économiques de Statistique Canada qui fait partie d'un cadre plus vaste appelé le Registre des entreprises de Statistique Canada; ce dernier est un répertoire central d'information sur les entreprises qui ont des activités au Canada. Pour faire partie du Registre des exportateurs canadiens, un établissement doit avoir exporté des marchandises vers d'autres pays pour une valeur de 30 000 $ et plus durant au moins une des années comprises entre 1993 et la dernière année où les données sont disponibles. De très petits exportateurs – ceux qui n'atteignent jamais le seuil annuel de 30 000 $ – en sont donc exclus. Par ailleurs, les exportations de services, ainsi que les exportations d'une province dirigées vers les autres provinces canadiennes, ne sont pas couvertes par le Registre des exportateurs canadiens.

Régions d'origine et classification

La répartition par province se fait selon le lieu de résidence de l'établissement exportateur, et non selon l'origine des marchandises exportées. Les établissements sont classés conformément aux catégories du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), qui englobe toutes les activités économiques et qui est commun au Canada, aux États-Unis et au Mexique. Ainsi, un établissement dont l'activité principale est la production de services peut figurer au Registre des exportateurs canadiens s'il a exporté des marchandises, mais il sera classé dans une catégorie de services, plutôt que dans celle des biens qu'il a exportés.

Industrie manufacturière

Emplois à la production

Personnes travaillant à la production et au montage. Sont aussi compris les ouvriers préposés à l'entreposage, l'inspection, la manutention, l'emballage, l'emmagasinage, etc., de même que ceux des services d'entretien et de réparation, de la conciergerie, et aussi les gardiens et les contremaîtres qui font le même travail que les ouvriers qu'ils dirigent.

Emploi total

Personnes travaillant à la production ou affectées à des activités non manufacturières d'un établissement. Les propriétaires et les associés actifs non compris dans les salariés ne sont pas considérés dans l'emploi total.

Revenus totaux

Revenus provenant de la vente des biens fabriqués, de biens achetés pour la revente tels quels, et revenus de location, d'exploitation et de placement.

Revenus découlant des biens fabriqués

Revenus provenant de la vente de biens fabriqués à partir des matières appartenant à l'établissement, de travaux de réparation et revenus de frais d'administration de fabrication ou de travail à forfait.

Première destination

Première destination des biens vendus par les fabricants. Il s'agit en fait du lieu où est établi le premier client du fabricant. L'EAMEF distingue différentes destinations possibles : le Québec, les autres provinces canadiennes et territoires et les pays étrangers. Les biens vendus peuvent être utilisés pour consommation finale, pour subir une autre transformation ou pour être revendus par un tiers (par exemple, un grossiste).

Investissements et permis de bâtir

Investissements

Les investissements sont les dépenses en immobilisation relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines et d'équipement neufs. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements du secteur public

Il s'agit de dépenses en immobilisation des entreprises publiques et de l'administration publique, effectuées aux niveaux fédéral, provincial et local. Par ailleurs, l'administration publique provinciale inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux.

Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir correspond à la valeur des permis de construction émis par les municipalités de 10 000 habitants et plus, soit pour l'érection de nouveaux édifices, selon le type de construction (résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental).

Mines

Investissement minier

L'investissement minier concerne l'ensemble des travaux liés à l'exploration et la mise en valeur d'un dépôt minéral et les travaux d'aménagement du complexe minier nécessaire à sa mise en production. Il inclut aussi l'immobilisation (construction non résidentielle et acquisition d'équipement et de machinerie) et les réparations pour les compagnies productrices.

Production minérale

La production minérale concerne les minéraux métalliques, les minéraux industriels et les matériaux de construction. Dans les minéraux métalliques, on regroupe les métaux précieux (or, argent, platine, etc.), les métaux usuels (cuivre, zinc, nickel, fer, plomb, etc.) et autres métaux (niobium, cobalt cadmium, antimoine, sélénium tellure, etc.). On retrouve ensuite le groupe des minéraux industriels (chrysotile, graphite, scorie de titane, mica, tourbe, sel, etc.) comprenant aussi le soufre produit par des fonderies et affineries. Le dernier groupe est celui des matériaux de construction (sable et gravier, pierre, brique, ciment, etc.).

Effectifs miniers

Les effectifs attribués au secteur minier sont rapportés en personne-année et concernent tous les employés d'un établissement minier incluant le personnel d'administration. Les effectifs miniers comprennent aussi les employés œuvrant dans les usines de première transformation comme les fonderies, affineries et cimenteries et les employés travaillant pour les entreprises de forage carottier. Ces dernières données ne sont cependant pas régionalisées.

Conditions de vie et bien-être

Mesure du faible revenu

Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Éducation

Plus haut certificat, diplôme ou grade

Il s'agit d'une variable dérivée obtenue à partir des réponses aux questions sur les titres scolaires où l'on demandait de déclarer tous les certificats, diplômes ou grades obtenus. Cette variable comporte une hiérarchie implicite (diplôme d'études secondaires, certificat d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers, diplôme collégial, certificat, diplôme ou grade universitaire) qui est plus ou moins reliée à la durée des divers programmes d'études « en classe » menant aux titres scolaires en question. Toutefois, au niveau détaillé de la hiérarchie, un apprenti inscrit n'a pas toujours obtenu de diplôme d'études secondaires, de même qu'une personne possédant une maîtrise n'a pas nécessairement un certificat ou un diplôme supérieur au baccalauréat. Par conséquent, même si la liste des catégories n'est pas nécessairement hiérarchique, elle donne quand même une mesure générale de la réussite scolaire (Statistique Canada, 2008).

Santé

Personnel infirmier

La catégorie « infirmier » inclut à la fois les personnes qui ont effectué des études collégiales ou universitaires. Les infirmiers doivent posséder le permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) ou être en attente de le recevoir (MSSS, 2003). Les « infirmiers auxiliaires » sont les personnes qui détiennent un diplôme en soins infirmiers de 5e secondaire et les « préposés aux bénéficiaires » font plutôt référence aux personnes qui ont suivi une formation *ad hoc* dans une institution d'enseignement reconnue (St-Pierre, 2001).

Personnel directement affecté aux soins

Le nombre de personnes directement affectées aux soins est calculé en « équivalent temps complet (ETC) » basé sur le décompte du nombre d'heures travaillées ou payées dans un établissement. Il est calculé par titre d'emploi et il est égal au quotient des heures travaillées ou payées par le nombre d'heures régulières de travail d'un employé à temps complet régulier dans ce titre d'emploi (MSSS, 2003). La région des personnes directement affectées aux soins est celle de traitement, donc celle de l'établissement où la personne travaille.

Taux d'occupation des lits dressés

Rapport, pour une année financière donnée, du nombre de jours-présence, pour une unité de service donnée, au nombre de lits dressés ou places internes observé au 31 mars de la même année, pour la même unité de service multiplié par 365 (INFO-STATS, 2005).

Culture et communications

Bibliothèque publique affiliée

Bibliothèque desservant une municipalité de moins de 5 000 habitants et affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Centre d'artistes

Centre d'artistes en arts visuels et en arts médiatiques soutenu par le Conseil des arts et des lettres du Québec.

Institution muséale

Regroupe les musées, les centres d'exposition et les lieux d'interprétation.

Point de service d'une bibliothèque publique autonome

Antenne d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de 5 000 habitants et plus ou d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de moins de 5 000 habitants et qui n'est pas affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Salle de spectacle

Salle ou lieu où sont présentés des spectacles payants en arts de la scène, selon l'Enquête sur la fréquentation des spectacles de l'Institut de la statistique du Québec.

Spectacle payant en arts de la scène

Représentation payante d'un spectacle de théâtre, de danse, de musique, de chanson ou de variétés, à l'exclusion des spectacles où le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival, des spectacles privés et des spectacles amateurs.

Tableau comparatif pour les régions administratives

	PIB par habitant		Revenu personnel disponible par habitant		Taux de chômage	Taux de faible revenu des familles	Dép. en immob.	Population au 1er juillet	
	2009ep	Var. 09/08	2009p	Var. 09/08	2009	2007	Var. 10/09	2009p	TAAM[1] 2006-2009
	$	%	$	%	%	%	%	n	pour mille
Bas-Saint-Laurent	28 377	0,0	22 315	1,7	9,2	7,7	– 1,7	200 756	– 1,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	33 303	– 2,6	23 599	2,0	10,0	7,4	3,6	273 264	– 1,0
Capitale-Nationale	40 449	– 0,3	27 429	4,0	5,2	6,3	4,9	687 810	9,4
Mauricie	30 478	– 1,5	22 917	1,2	9,6	10,0	– 5,1	262 399	2,7
Estrie	29 449	– 2,1	23 364	0,6	7,5	9,1	1,5	307 389	7,0
Montréal	50 012	– 1,1	27 462	1,9	11,1	16,8	1,8	1 906 811	5,9
Outaouais	28 944	– 0,1	26 104	5,8	6,3	9,4	10,6	358 872	13,3
Abitibi-Témiscamingue	34 834	– 1,4	25 192	1,4	9,5	8,6	20,4	145 886	2,3
Côte-Nord	48 689	– 1,8	26 491	2,0	9,7	10,1	56,8	95 704	– 3,0
Nord-du-Québec	73 785	0,3	29 415	– 47,9	9,7	17,5	18,9	41 479	9,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	23 263	0,9	21 580	2,6	15,6	10,4	36,3	94 067	– 3,9
Chaudière-Appalaches	32 216	– 1,5	24 725	1,5	5,9	5,7	– 4,3	403 011	5,1
Laval	31 006	– 1,6	26 442	0,5	7,6	8,0	– 10,8	391 893	17,0
Lanaudière	23 140	– 1,6	24 619	1,5	8,2	8,1	– 1,6	457 962	18,1
Laurentides	29 469	– 1,5	26 137	2,2	7,8	8,1	– 3,3	542 416	15,1
Montérégie	30 404	– 1,9	26 966	2,1	7,6	8,0	2,6	1 428 475	10,8
Centre-du-Québec	32 707	– 2,9	22 972	– 0,1	7,1	8,5	– 16,1	230 685	6,9
Ensemble du Québec	**36 161**	**– 1,4**	**26 031**	**1,5**	**8,5**	**9,9**	**3,6**	**7 828 879**	**8,5**

1. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen.
2. La région du Nord-du-Québec est incluse dans la Côte-Nord.

Tableau comparatif pour les MRC et TE de la région de la Montérégie

	Revenu personnel disponible par habitant		Taux de travailleurs de 25 à 64 ans	Taux de faible revenu des familles	Population au 1er juillet		Accroissement naturel	Solde migratoire interne
	2009p	Var. 09/08	2009p	2007	2009p	TAAM[1] 2006-2009	2009p	2008-2009[2]
	$	%	%	%	n	pour mille	n	n
Montérégie	26 966	2,1	76,2	8,0	1 428 475	10,8	6 699	4 861
Brome-Missisquoi	24 176	3,0	71,2	9,3	47 293	2,5	60	– 3
La Haute-Yamaska	25 583	2,2	75,8	7,7	89 799	13,3	415	210
Acton	20 254	– 3,4	71,1	9,0	15 280	– 2,8	35	– 81
Le Bas-Richelieu	23 984	2,3	67,5	9,1	50 296	1,1	– 47	1
Les Maskoutains	24 506	– 0,2	76,2	8,5	82 360	4,1	236	– 59
Rouville	25 078	– 0,3	80,4	7,5	33 800	21,4	228	734
Le Haut-Richelieu	24 857	1,9	75,8	7,6	113 246	9,9	570	325
La Vallée-du-Richelieu	30 374	1,6	83,0	4,4	112 868	14,8	882	825
Longueuil	28 834	2,9	74,1	8,9	399 279	8,8	1 396	– 36
Lajemmerais	29 616	2,8	83,1	3,9	71 441	3,8	639	– 116
Roussillon	26 425	2,3	77,5	7,1	168 647	15,2	948	932
Les Jardins-de-Napierville	24 724	– 0,5	82,0	..	25 439	14,0	153	72
Le Haut-Saint-Laurent	20 251	3,2	61,4	20,0	24 670	– 4,9	30	– 77
Beauharnois-Salaberry	22 802	1,1	69,5	9,2	61 757	3,2	44	190
Vaudreuil-Soulanges	28 967	2,1	81,6	5,4	132 300	26,8	1 110	1 944
Ensemble du Québec	**26 031**	**1,5**	**72,5**	**9,9**	**7 828 879**	**8,5**	**31 400**	...

1. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen.
2. Année du 1er juillet au 30 juin.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui

pour le Québec de demain

Montérégie

Superficie en terre ferme (2009)	11 103,5 km²
Densité de population (2009)	128,7 hab./km²
Population totale (2009[p])	1 428 475 hab.
Accroissement naturel (2009[p])	6 699 hab.
Solde migratoire interrégional (2008-2009)[1]	4 861 hab.
PIB aux prix de base (2009)	43 430,9 M$
PIB par habitant (2009)	30 404 $
Revenu personnel disponible par habitant (2009)	26 966 $
Emplois (2009)	722,7 k
Taux d'activité (2009)	67,3 %
Taux d'emploi (2009)	62,2 %
Taux de chômage (2009)	7,6 %
Taux de faible revenu des familles (2007)	8,0 %
Dépenses en immobilisation (2010)	10 921,0 M$

1. Année du 1er juillet au 30 juin.

Institut de la statistique Québec